

# Le Panorama de presse quotidien

## Nord Pas de Calais - Picardie



Réalisé par le service Presse de la  
Direction de l'Information et de l'Accueil

---

# Fİ Å ã Å2016

---



*Ce Panorama de presse est constitué d'une sélection d'articles issus des presses quotidiennes nationales et régionales Nord Pas de Calais - Picardie, classés par thème.*

Pour tout complément d'information :

Direction de l'Information et de l'Accueil  
Service Presse  
Poste (4)6741, (4)6742, (4)6744  
[Panoramapresse@nordpasdecalspicardie.fr](mailto:Panoramapresse@nordpasdecalspicardie.fr)  
151 Avenue du Président Hoover - Lille

Région  
**Hauts-de-France**  
Nord Pas de Calais - Picardie

# SOMMAIRE

---

---

## P - EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

(7 articles)

---

---

**LE FIGARO**

vendredi 17 juin 2016

**Zone franche : Xavier Bertrand rappelle François Hollande à sa promesse** (102 mots)

Trois jours après avoir arraché oralement la promesse du chef de l'État de faire de la région Ha...

Page 9

**Aujourd'hui**

vendredi 17 juin 2016

**Enfin l'inversion de la courbe ?** (328 mots)

« ÇA VA MIEUX. » La formule présidentielle lancée à la mi-avril va-t-elle finir par faire vibrer les Français comme les buts des Bl...

Page 10

**Aujourd'hui**

vendredi 17 juin 2016

**Rien ne change (encore) pour les chômeurs** (190 mots)

Le miracle n'a pas eu lieu... Après quatre mois de discussions tendues et stériles, les partenaires sociaux ont pris acte hier de l'échec de la n...

Page 11

**Courrier picard**

vendredi 17 juin 2016

**Aide promise, le boucher a les crocs** (273 mots)

L'accord c'est bien, le versement c'est mieux. Nouveau boucher-charcutier à Flavy-le-Martel, Mathieu Bernardin attend depui...

Page 12

**Courrier picard**

vendredi 17 juin 2016

**Situation bientôt débloquée** (106 mots)

«Les fonds sont bloqués mais tout devrait aboutir d'ici quelques semaines. Le boucher-charcutier n'est pas seul, nous avons...

Page 13

**LA VOIX DU NORD**

vendredi 17 juin 2016

**Les salariés de Movitex en appellent à Kering pour payer le plan social** (444 mots)

par marc grosclaude mgrosclaude@lavoixdunord.fr wasquehal. C'est un tableau noir, accroché près de la machine à café. Et so...

Page 14

**L'union**

vendredi 17 juin 2016

**La MATT approchée par des Allemands** (562 mots)

Les relations entre la direction de la MATT (Manufacture textile de Montcornet), et les élus du comité d'entreprise, partic...

Page 15

---

---

## VP1 - SOLIDARITÉS AVEC LES TERRITOIRES, CONTRAT DE PLAN ETAT-RÉGIO..

(5 articles)

---

---

**LA VOIX DU NORD**

vendredi 17 juin 2016

**Xavier Bertrand à la rescousse de la poste des Épis** (222 mots)

Sin-le-Noble. Voilà des mois que le torchon brûle entre Christophe Dumont, le maire de Sin-le-Noble, et la direction région...

Page 17

**La secrétaire d'État n'a pas d'argent** (554 mots)

Les vingt-huit présidents des communautés de communes de la Somme qui s'arrachent les cheveux actuellement pour mettre en œ...

Page 18

**46 élus dans la même galère, 44 dans le même bus** (529 mots)

Par Diane Lenglet dlenglet@lavoixdunord.fr PARIS. La dernière fois que nous avons vu le maire de Lecelles, c'était en haut...

Page 19

**Pourquoi ce déplacement ?** (304 mots)

En février, les élus de la Porte du Hainaut ont décidé de signer une motion dénonçant les baisses de dotation de l'État. Da...

Page 20

**La révolution silencieuse des « interco »**(643 mots)

Une révolution silencieuse. Mercredi 15 juin, les nouveaux schémas départementaux de coopération intercommunale (SDCI) ont...

Page 21

---

---

**VP2 - TRANSPORTS, INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT...**

(2 articles)

**Gare de Templeuve : un nouveau parking pour Noël !** (523 mots)

Par Marie Vandekerkhove villeneuvedascq@lavoixdunord.fr Templeuve-en-Pévèle. Pour les fêtes de fin d'année, Pévèle-Carembau...

Page 23

**SNCF : « Attention, trafic normal ne veut pas dire fin de la grève ! »**(348 mots)

Région. Terminus pour la grève SNCF? Pas si sûr... Si, après quinze jours de mobilisation des cheminots (et de galère pour ...

Page 24

---

---

**VP4 - DÉVELOPPEMENT DURABLE, TRI, TRANSITION ÉNERGÉTIQUE...**

(2 articles)

**La région d'Audruicq prépare son aménagement durable**

(512 mots)

par jean-philippe delattre calais@lavoixdunord.fr audruicquois. 1Qu'est-ce qu'un PADD? Le projet d'aménagement et de dével...

Page 26

**Démission du conseiller José Rivas** (334 mots)

Conseiller communautaire depuis 2008, José Rivas a présenté sa démission ce mois-ci à la présidente de la CCRA (notre édit...

Page 27

---

---

## VP7 - AGRICULTURE, AGROALIMENTAIRE

(2 articles)

---

---

**Le Parisien**  
vendredi 17 juin 2016

### Les cantines mettent du local dans leurs assiettes (440 mots)

Un PLAT SUR TROIS composé de produits 100 % locaux : c'est ce que l'on peut trouver aujourd'hui dans les cantines de certains collèg...

Page 29

**Le Parisien**  
vendredi 17 juin 2016

### « La filière courte, c'est aussi de la création d'emplois »

(246 mots)

Maîtriser sa production de A à Z, de la nourriture des bêtes à la livraison du produit, c'est beaucoup de boulot, mais ça paye. Installés dans l'...

Page 30

---

---

## VP8 - CULTURE

(5 articles)

---

---

**LA VOIX DU NORD**  
vendredi 17 juin 2016

### Une nouvelle gouvernance pour quel avenir à l'Écomusée de l'Avesnois? (365 mots)

PAR LIONEL MARÉCHAL fourmies@lavoixdunord.fr FOURMIES. Suite à l'assemblée générale, mardi soir, et à l'élection d'un nouve...

Page 32

**LA VOIX DU NORD**  
vendredi 17 juin 2016

### La grosse colère de Marc Goujard (280 mots)

« Statutairement, vous ne pouvez pas intervenir sur les orientations 2016 ». Se faire renvoyer dans les cordes, par le commis...

Page 33

**L'union**  
vendredi 17 juin 2016

### 3,9millions d'euros pour le Familistère (92 mots)

3,9millions d'euros pour le Familistère Xavier Bertrand, président de la Région Hauts-de-France, l'a annoncé mercredi lors ...

Page 34

**LA VOIX DU NORD**  
vendredi 17 juin 2016

### Lille Piano(s) festival : trois jours à l'ONL autour des claviers

(407 mots)

par Jean-Marie Duhamel metro@lavoixdunord.fr LILLE. L'essentiel de la programmation de cette nouvelle édition du Lille Pian...

Page 35

**LA VOIX DU NORD**  
vendredi 17 juin 2016

### Écouter un opéra dans un bus : à vivre encore ce soir à Wissant! (387 mots)

PAR MARIE-CAROLINE DEBAENE boulogne@lavoixdunord.fr BOULONNAIS. L'œuvre baroque du Britannique Henry Purcell donnée dans un...

Page 36

---

---

## VP9 - FORMATION ET RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES

(3 articles)

---

---

**LA VOIX DU NORD**

vendredi 17 juin 2016

### Élections consulaires : les premiers candidats déjà en lice pour préparer leurs listes (371 mots)

Page 38

PAR VALÉRIE SAUVAGE (avec les éditions locales) [economie@lavoixdunord.fr](mailto:economie@lavoixdunord.fr) HAUTS-DE-FRANCE. Les élections consulaires auront ...

**LA VOIX DU NORD**

vendredi 17 juin 2016

### Mode d'emploi (302 mots)

Page 39

Les élections consulaires auront lieu du 20 octobre au 2 novembre. Il s'agit d'un vote par correspondance ou par Internet. ...

**LesEchos**

LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE

vendredi 17 juin 2016

### Le fonds souverain russe fait son entrée chez Arc International (522 mots)

Page 40

La Russie s'invite de nouveau chez le verrier Arc International. Et cette ...

---

---

## VP10 - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE, UNIVERSITÉS

(2 articles)

---

---

**Courrier  
picard**

vendredi 17 juin 2016

### La situation demeure compliquée à l'UPJV (300 mots)

Page 42

Depuis la nomination, le 10 juin, d'un administrateur provisoire à la tête d'une Université de Picardie Jules Verne en plei...

**Courrier  
picard**

vendredi 17 juin 2016

### Erasmus Amiens prépare la rentrée (428 mots)

Page 43

ESN est une organisation étudiante à l'échelle européenne créée pour accueillir et intégrer les étudiants internationaux en...

---

---

## VP11 - LYCÉES

(1 article)

---

---

**LA VOIX DU NORD**

vendredi 17 juin 2016

### Les Dunes primées pour leur travail sur la résistance et la déportation (264 mots)

Page 45

PAR ANNICK MICHAUD [dunkerque@lavoixdunord.fr](mailto:dunkerque@lavoixdunord.fr) DUNKERQUE. Pour une première, ils ont fait fort ! Les lycéens de Notre-Dame des...

---

---

## VP12 - RÉNOVATION URBAINE, LOGEMENT, INNOVATION NUMÉRIQUE...

(2 articles)

---

---

**LA VOIX DU NORD**

vendredi 17 juin 2016

### Tour du Renard : les travaux lancés fin 2017 (250 mots)

OUTREAU. Une petite partie de la démolition-reconstruction de la Tour du Renard (projet d'environ 45M€) sera bien financée ...

Page 47

**LA VOIX DU NORD**

vendredi 17 juin 2016

### Béthune future « Smart city », ville « intelligente » et connectée ? (476 mots)

PAR BENOÎT FAUCONNIER bethune@lavoixdunord.fr BÉTHUNE. Et si, d'ici une dizaine d'années, Béthune était entrée dans l'ère «...

Page 48

---

---

## VP14 - RURALITÉ, DÉVELOPPEMENT DU NUMÉRIQUE, FAMILLE...

(1 article)

---

---

**Courrier  
picard**

vendredi 17 juin 2016

### La Région à la campagne (158 mots)

«Le président Xavier Bertrand avait pris l'engagement de maintenir une relation avec les élus et les territoires ruraux. Hu...

Page 50

---

---

## DIVERS

(1 article)

---

---

**Nord Littoral**  
Le journal de la Côte d'Opale

vendredi 17 juin 2016

### Les élus sous la menace (299 mots)

Nouvel épisode dans l'affaire des deux policiers froidement assassinés devant leur domicile, lundi soir à Magnanville. Dans...

Page 52

---

---

## POLITIQUE RÉGIONALE

(8 articles)

---

---

**Courrier  
picard**

vendredi 17 juin 2016

### Les finances continuent d'agiter l'hémicycle départemental

(604 mots)

Peu de modifications au budget départemental, qui reste à peu de chose près tel qu'il avait été défini en début d'année. Ma...

Page 54

**LA VOIX DU NORD**

vendredi 17 juin 2016

### Législatives : chez les Républicains, un candidat, un débat et deux questions (509 mots)

par éric dauchart calais@lavoixdunord.fr CALAISIS. 7e circonscription. L'investiture passe mal à Calais Cette investiture,...

Page 55

**LA VOIX DU NORD**  
vendredi 17 juin 2016

« Je ne laisserai pas tomber... »(254 mots)

À la surprise générale, vous n'avez pas été investi par les Républicains dans la 6e circonscription alors que vous battez l...

Page 56

**LA VOIX DU NORD**  
vendredi 17 juin 2016

Législatives 2017 : Daubresse et Gérard investis par Les Républicains (396 mots)

par julien lécuyer lambersart@lavoixdunord.fr marcq - lambersart. Quasiment jumeaux en âge (ils auront tous deux 63 ans en ...

Page 57

**LA VOIX DU NORD**  
vendredi 17 juin 2016

La médiatique Karine Charbonnier envoyée dans la 11e (321 mots)

LOMME. Parmi les candidats investis, on trouve dans la 11e Karine Charbonnier, désormais cartée LR. La toujours chef d'entr...

Page 58

**LA VOIX DU NORD**  
vendredi 17 juin 2016

Jean-Pierre Bataille investi par LR, Bruno Ficheux attend le choix de l'UDI (396 mots)

PAR VIRGINIE DUBOIS hazebrouck@lavoixdunord.fr FLANDRE. Une première étape dans la course aux législatives vient d'être fra...

Page 59

**LA VOIX DU NORD**  
vendredi 17 juin 2016

Législatives : déjà des noms chez Les Républicains (251 mots)

ternois. Les élections législatives, c'est en 2017, mais chez Les Républicains, on est déjà en ordre de marche. La commissi...

Page 60

**LA VOIX DU NORD**  
vendredi 17 juin 2016

Législatives : le parti Les Républicains choisit Florence Bariseau pour la 2e (390 mots)

PAR STÉPHANE HUBIN villeneuedascq@lavoixdunord.fr Villeneuve-d'Ascq, Mons-en-Barœul. La politique, cela peut s'apprendre v...

Page 61

---

---

## POLITIQUE NATIONALE

(1 article)

---

---

**Aujourd'hui**  
vendredi 17 juin 2016

Les confidences de Juppé (606 mots)

Vannes (Morbihan) De notre envoyé spécial IL REPART DE VANNES en contemplant le ciel bleu de la Bretagne. « Et dir...

Page 63

---

P - EMPLOI ET  
DÉVELOPPEMENT  
ÉCONOMIQUE

---



## Zone franche : Xavier Bertrand rappelle François Hollande à sa promesse



Trois jours après avoir arraché oralement la promesse du chef de l'État de faire de la région Hauts-de-France une vaste « zone franche réglementaire » qui permettrait de déroger aux réglementations urbanistiques et environnementales les plus contraignantes, Xavier Bertrand a écrit à l'Élysée pour demander officiellement la possibilité de passer par une expérimentation. Le président de la région Hauts-de-France a également contacté les organisations et branches professionnelles de son territoire pour recenser les procédures qui les pénalisent le plus et que l'expérimentation pourrait lever. ■



## Enfin l'inversion de la courbe ?

**Chômage. Selon l'Insee, le taux devrait baisser de 0,4 point cette année.**

« ÇA VA MIEUX. » La formule présidentielle lancée à la mi-avril va-t-elle finir par faire vibrer les Français comme les buts des Bleus pendant l'Euro ? L'Institut national de la statistique (Insee) a ramené hier à l'Élysée une dose d'espoir avec des prévisions enfin optimistes sur le front de l'emploi. Selon ces nouveaux indicateurs, le taux de chômage devrait baisser de 0,4 point d'ici à la fin de l'année, pour s'établir à 9,5 % de la population active en métropole. Si cela se confirme, ce reflux serait d'une ampleur inédite depuis 2007. Et le mauvais sort entourant le pari de François Hollande de 2012 de ne pas se représenter s'il ne parvenait pas à tenir sa promesse serait définitivement conjuré : l'inversion de la courbe du chômage deviendrait réalité... enfin ! Un trophée en année présidentielle qui ne serait pas de

trop, pour tenter de faire retomber une colère sociale exacerbée par la loi Travail.

Selon les experts de l'Insee, tous secteurs confondus (marchand, non marchand, agricole et non salarié), 210 000 postes net devraient être créés au cours de l'année 2016, grâce notamment à un effet Euro 2016. Le secteur tertiaire (+ 158 000) et l'intérim (+ 18 000) seront aux avant-postes de cette amélioration.

Dans le détail pourtant, les signes d'un redémarrage solide de la croissance sont ténus : seuls 139 000 emplois (sur les 210 000 mis en avant) découleraient de l'amélioration économique. Cette embellie serait boostée par des mesures gouvernementales. Selon l'Insee, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi

(CICE) et le pacte de responsabilité devraient permettre un surplus de 55 000 emplois, tandis que la nouvelle aide à l'embauche pour les PME, en vigueur depuis le début d'année, créerait 40 000 postes.

Sans grande surprise, l'inversion de la courbe du chômage sera aussi due au plan des 500 000 formations pour les chômeurs, qui seront sortis automatiquement des statistiques officielles (ils basculent de la catégorie A dans la D ou E) en 2016. Ce plan ferait diminuer artificiellement le taux de 0,1 point. ■

Selon les experts de l'Insee, ce sont 210 000 postes net qui seraient créés en 2016. (LP/Jean-Baptiste Quentin.)

*par Catherine Gasté*



## Rien ne change (encore) pour les chômeurs

**L**e miracle n'a pas eu lieu... Après quatre mois de discussions tendues et stériles, les partenaires sociaux ont pris acte hier de l'échec de la négociation sur l'assurance chômage. « Le patronat fait le choix aujourd'hui de l'échec de la négociation [...], essentiellement pour des raisons de conflits internes au Medef », ont déclaré la CFDT et la CFTC. Quant au patronat, le Medef a imputé cet échec au « dogmatisme » des syndicats de salariés soucieux de « punir les en-

treprises », via des hausses de leurs cotisations.

L'Etat a donc fait savoir hier qu'il reprenait la main. « Afin d'assurer sans délai la continuité de l'indemnisation chômage », le gouvernement « prorogera dès demain la convention d'assurance chômage actuellement en vigueur au-delà du 30 juin », a annoncé hier la ministre du Travail, Myriam El Khomri. Pour les chômeurs, rien ne change. Les

règles d'indemnisation et les allocations seront versées comme avant. Selon la ministre, c'est « l'attitude du patronat (qui) a conduit au blocage », alors que « des mesures ambitieuses étaient sur la table pour ré-équilibrer les comptes du régime », notamment « pour éviter le recours parfois abusif aux contrats très courts ». ■

*par Séverine Cazes*



## Aide promise, le boucher a les crocs

L'accord c'est bien, le versement c'est mieux. Nouveau boucher-charcutier à Flavy-le-Martel, Mathieu Bernardin attend depuis mars dernier une aide de 4000€ du Fidarco, le Fonds d'intervention départemental de soutien à l'artisanat et au commerce. Il a reçu l'accord le 7 décembre 2015. Après plus de trois mois d'attente, le commerçant s'impatiente. « Les fonds sont prêts, j'attends la signature, me répond-on au conseil départemental de l'Aisne », précise Mathieu Bernardin. Qui ne comprend pas une telle durée

alors qu'une autre « aide à l'initiative » de 2 000€ lui a été réglée en quinze petits jours. « Le Fidarco doit me servir à développer mon commerce et mon activité. Je veux notamment investir dans un camion frigorifique pour mon activité de traiteur et c'est un coût de 8000€ », invoque le boucher-charcutier de Flavy. Installé depuis juin 2015 en retrait de la rue principale André-Brûlé, Mathieu Bernardin est le voisin d'un petit supermarché. Il a investi pour 20 000 euros (hors taxe) dans l'achat de matériels et des travaux

dans son commerce dès le dernier trimestre. Le néocommerçant de 30 ans est ancien chef-boucher dans la grande distribution. Il est heureux d'être aujourd'hui indépendant et considère que son activité démarre bien, en vendant essentiellement des produits régionaux. Il souhaite juste percevoir l'aide promise qui lui apportera un soutien supplémentaire et toujours bienvenu. NICOLAS TOTET ■



## Situation bientôt débloquée

« Les fonds sont bloqués mais tout devrait aboutir d'ici quelques semaines. Le boucher-charcutier n'est pas seul, nous avons plusieurs dizaines de cas », précise le Conseil départemental l'Aisne. Le retard du paiement Fidarco, fonds qui n'existe plus en 2016, est dû à la loi NOTRe qui, en août 2015, a enlevé la compétence économique du Département au profit de la Région. La subvention accordée en décembre 2015 est tombée dans une période transitoire nécessitant dérogation et formalisation, pour aboutir à une signature et au versement. ■



## Les salariés de Movitex en appellent à Kering pour payer le plan social

Par marc grosclaude mgrosclaude@lavoixdunord.fr wasquehal. C'est un tableau noir, accroché près de la machine à café. Et sous des phrases comme « je suis en colère » ou « je ne suis pas bien », les salariés ont mis un trait. Le 19 mai, le patron de l'entreprise spécialisée dans l'habillement senior Movitex (Daxon) annonçait une coupe terrible dans les effectifs : 165 personnes en moins, la moitié des salariés et l'arrêt de l'enseigne Balsamik. Ce jeudi matin, lors d'un comité d'entreprise, les représentants du personnel ont voulu en savoir plus sur les chiffres. « Le PDG a refusé de répondre à nos questions et a quitté la réunion », s'insurgent les déléguées syndicales. « Jean-Joël Huber a agi de la façon dont il considère le dialogue social chez Movitex, quand ça le dérange, il prend la fuite. » Le patron de la société

wasquehalienne sera attendu lors des deux prochaines séances de discussions autour du plan de sauvegarde de l'emploi, mardi et jeudi.

### « Accompagnement décent »

En attendant, ce n'est pas vers Jean-Joël Huber que les salariés se tournent, mais vers leur ancien propriétaire, Kering. Ils ont écrit au patron du groupe de luxe auquel leur société appartenait jusqu'en 2014, François-Henri Pinault. « À l'époque, vous avez décidé de retenir l'offre de rachat présentée par Jean-Joël Huber (...) puisqu'il avait assuré ne pas mettre en œuvre de licenciement collectif jusqu'au 31 décembre 2017. » On sait ce qui a été annoncé. Pour aider Movitex, Kering avait apporté 58 millions d'euros. Et comme aucun li-

ciencement n'était prévu, rien n'avait été provisionné sur ce point, contrairement à ce qu'il s'est passé avec La Redoute. « Les salariés impactés par le plan de licenciement, vos anciens salariés, vivent comme une injustice le sort qui leur est réservé, Movitex ayant d'ores et déjà annoncé qu'elle ne disposait d'aucune marge de manœuvre financière pour offrir aux salariés un accompagnement décent. » L'intersyndicale, qui pointe la responsabilité du groupe Kering, lui demande d'apporter son écot au PSE. « Kering ne s'est jamais immiscé dans la gestion de Movitex depuis la reprise et ne peut être tenu responsable des décisions prises par la suite », répond-on à la direction du groupe de luxe. Chez Movitex, on risque de n'avoir que ses yeux pour pleurer. ■



## La MATT approchée par des Allemands

Les relations entre la direction de la MATT (Manufacture textile de Montcornet), et les élus du comité d'entreprise, particulièrement avec les délégués et représentants CGT, se tendent. Six ans après le dernier plan social qui a vu « partir », 65 salariés, et deux ans après une forte mobilisation du personnel politique de la région, le groupe Trèves, propriétaire-rede l'unité qui emploie encore 135 salariés conduit un délicat projet de cession. Jusque-là, dans une relative discrétion. Le consensus entre direction et comité d'entreprise, consensus principalement destiné à rassurer d'éventuels acheteurs, a cessé en début de semaine. Si bien que mercredi à 21 heures, la totalité de l'équipe de nuit a cessé le travail tandis qu'hier matin, 90% des salariés (source syndicale) de production ont pris la suite du mouvement. Au cœur du conflit, des négociations au point mort entre l'avocat du comité d'entreprise et celui du repreneur, le métallurgiste Allemand AMSKonzern alors que la cession doit officiellement être si-

gnée à la fin de ce mois. Étrange, alors qu'une première rencontre entre le candidat arrivant, la direction locale et les élus du CE s'est déroulée sur place le 1er juin, rencontre au cours de laquelle, l'Allemand, la direction et les élus du comité d'entreprise ont chacun défendu leurs options. « Nous craignons que cette cession se fasse au préjudice des salariés. Trèves nous lâcherait, le groupe ferait l'économie d'un PSE alors que la moyenne de l'ancienneté ici est de 25 ans, ça ne peut pas fonctionner comme ça ! », martèlent les élus CGT, MM. Lagneaux et Degois. Le repreneur en lice aurait fait savoir par son avocat qu'il s'engagerait sur 5 ans à maintenir les effectifs. A défaut, qu'il respecterait les clauses du PSE élaboré en 2009 par le groupe Trèves. Et donc à assurer aux 135 salariés le paiement de la prime légale à laquelle s'ajouterait un quart de salaire par année d'ancienneté. L'engagement pour l'heure n'est qu'oral. D'où le mouvement de grève enclenché mercredi soir. Il faut croire

que les tas de palettes déposés devant les grilles, le filtrage des entrées, la venue d'un huissier commis par la direction et celle des gendarmes également ont permis de décanter la situation puisqu'à 11 h 30, l'avocat du CE a pu assurer aux salariés qu'une rencontre avec son vis-à-vis allemand venait in extremis d'être programmée à Paris. Les deux juristes doivent donc se voir aujourd'hui afin de poser noir sur blanc les conditions de reprise de la MATT. Suffisant pour dissiper les craintes des élus ? Pas sûr. Dans les plans évoqués par AMS Konzern au comité d'entreprise, la poursuite de la production actuelle jusqu'en février 2019 avant mutation vers une activité de métallurgie lourde de fabrication de station de recyclage de déchets à destination de pays émergents. Bien loin de la technologie et du savoir faire des employés de la manufacture. Yves Klein Il n'a pas été possible de joindre la direction de la MATT ■



---

**VP1 - SOLIDARITÉS AVEC  
LES TERRITOIRES, CONTRAT  
DE PLAN ETAT-RÉGIO..**

---



---

## Xavier Bertrand à la rescousse de la poste des Épis

**S**in-le-Noble. Voilà des mois que le torchon brûle entre Christophe Dumont, le maire de Sin-le-Noble, et la direction régionale de La Poste. Objet du litige : le bureau de poste des Épis, fermé depuis février 2015 à la suite d'un braquage... Le maire de Sin avait déjà réussi à rallier les soutiens de Patrick Kanner, ministre de la Ville, des députés Jean-Jacques Candelier et Marc Dolez, du

sénateur Jacques Legendre ainsi que des conseillers régionaux Frédéric Nihous et Guillaume Delbar. Cette fois, c'est Xavier Bertrand, le président de la Région, qui s'est fendu d'une lettre à Philippe Wahl, le président national du groupe La Poste, pour réclamer la réouverture de ce bureau de poste situé dans l'un des 200 quartiers retenus par l'État pour bénéficier du Nouveau Programme

de renouvellement urbain. « Votre décision de fermer ce bureau, si elle était maintenue, ne ferait que renforcer le sentiment d'abandon des habitants de ce quartier », écrit Xavier Bertrand. Une réunion a par ailleurs eu lieu, le 13 juin, à la mairie de Sin, avec la direction régionale de La Poste... Une première avancée? F. T. ■



## La secrétaire d'État n'a pas d'argent

Les vingt-huit présidents des communautés de communes de la Somme qui s'arrachent les cheveux actuellement pour mettre en œuvre la fusion de ces collectivités imposée par la loi NOTRe - ils ne seront plus que quatorze au 1er janvier 2017 - ont eu droit à la considération du gouvernement hier. La secrétaire d'État chargée des collectivités locales, Estelle Grelier, était dans la Somme où elle les a écoutés avant de se rendre à Picquigny où elle a visité la base départementale de canoë-kayack. Éluë locale elle-même -elle est toujours présidente de la communauté de communes de Fécamp-, la secrétaire d'État a impressionné par ses compétences et son ancrage dans les réalités de terrain. En revanche, la manière dont elle évoque les fusions de communautés de communes contraste singulièrement avec ce qu'en disent les élus locaux. « Il y a eu une concertation très en amont, depuis septembre 2015 », affirme-t-elle alors que le président des maires de la Somme, Jean-Claude Billot, n'a de

cesse de déplorer une « marche forcée ». « Les élus locaux sont plutôt d'accord sur la philosophie de la loi NOTRe », affirme-t-elle là où le même Jean-Claude Billot affirme : « On assemble des territoires sans parler de projets, et parfois il s'agit de bassins de vie différents. » Quant aux questions matérielles, elle balaie : « Pour harmoniser les compétences, on a la possibilité de se donner un ou deux ans ; pour lisser la fiscalité, on a douze ans. » Et les maires des petites communes, ne seront-ils pas davantage perdus qu'ils ne le sont déjà, dans ce cadre légal qui ne cesse de changer ? « Pas du tout, c'est une question de gouvernance. Il y a des petits maires ruraux qui pèsent beaucoup dans leur agglomération. Au contraire, grâce à l'intercommunalité, ces maires accéderont à des compétences et des moyens d'agir qui étaient hors de leur portée avant », affirme-t-elle. Reste la question cruciale des dotations : non seulement, il n'y a pas de carotte financière à la fusion des intercom-

munalités (« Les collectivités locales doivent participer à l'effort général de réduction des déficits publics ») mais la baisse des dotations de l'État va se poursuivre, certes un peu moins durement en 2017 qu'en 2015 et 2016 (1Md€ en moins au lieu de 2Md€). En revanche, « une refonte de la pérennité est prévue ». Et puis « un fonds public de soutien à l'investissement local a été créé ». Ce fonds s'élève à 71M€ dans la région Hauts-de-France. « Dans la Somme, une trentaine de projets sont déjà financés pour 6,3M€ », précise le préfet Philippe de Mester. De même, la DETR (dotation d'équipement aux territoires ruraux) « passera à 1 Md au niveau national », rassure la secrétaire d'État. Il n'empêche : on souhaite bien du courage aux maires ruraux qui voudront encore se battre pour équiper leur territoire et apporter des services à leur population. Benoît Delespierre ■



## 46 élus dans la même galère, 44 dans le même bus

Par Diane Lenglet  
dlenglet@lavoixdunord.fr PARIS. La dernière fois que nous avons vu le maire de Lecelles, c'était en haut de la rue Neuve de sa commune, les pieds dans l'eau lors des inondations. Nous revoici face-à-face... sous une trombe d'eau. Il est 10 h 30. C'est la pause café au siège de l'agglomération La Porte du Hainaut. On attend le bus. La pluie tombe, forte, en continu. Les noms sont pointés sur une liste à l'avant du car. Tout le monde est là, sauf Bernadette Sopo (la maire de la Sentinelle) et Jacques Louvion (maire d'Hordain). Grande absente dont le nom n'est pas prononcé, Anne-Lise Dufour, la députée-maire de Denain. Dans les soutes, ça charge : la banderole, les cartons remplis des 10 000 signatures obtenues ces derniers mois à l'occasion de la pétition dénonçant les baisses de dotation. Aussi, des glacières pour boire une petite bière après le premier arrêt, aire d'autoroute d'Assewilliers avec au

choix sandwich jambon-crudités ou niçois (il y en avait un troisième, mais j'ai oublié), tarte aux pommes/muffin au chocolat. Des chips pour ceux qui aiment (quelques moues dans les rangs). Paris est enfin en vue. Le bus s'arrête rue de Varennes. Les maires s'ébrouent. Parlent d'écharpe. Pas celle en laine et qui tient chaud, celle aux couleurs de la République. Chacun la passe sur le trottoir, l'ajuste. Le bleu en haut. On se donne des trucs pour s'en souvenir. « Le bleu, du côté du col ». « Le bleu, vers le ciel. » Première mise en place ratée : nous sommes devant le ministère de l'Agriculture. Celui où nous sommes attendus (collectivités territoriales) se trouve un peu plus haut. La banderole est dépliée. Le cortège remonte la rue. Des gens s'arrêtent. Un vieux monsieur informe sa femme : « C'est pour une agglomération. Ils demandent des sous. » Le couple sourit. « C'est normal mais pas très original », dit la

dame. Les lourdes portes de l'immeuble particulier s'ouvrent devant la délégation. Alain Bocquet, à Paris depuis la matinée, débarque et vient bousculer toutes les certitudes, en mettant son écharpe « à l'envers ». Il explique : « En haut, c'est le rouge, pour les députés ». L'entretien avec le ministre a duré trois-quarts d'heure. « C'était chaleureux, pas méprisant » débriefe Alain Bocquet dans le bus. Maintenant, place à la visite du Sénat où Éric, le frère d'Alain, accueille la compagnie. Fin de journée au septième étage du bâtiment Chaban-Delmas, à l'Assemblée. Les élus s'interpellent, discutent de leurs projets respectifs. La France en est toujours au match nul contre l'Albanie. Eux ont la sensation d'avoir marqué des points et - qui sait? - d'avoir réussi à faire entendre la situation de leurs communes, leurs craintes et leurs espoirs. ■



## Pourquoi ce déplacement ?

**E**n février, les élus de la Porte du Hainaut ont décidé de signer une motion dénonçant les baisses de dotation de l'État. Dans la foulée, chaque maire, dans sa commune, a porté au vote la même motion. En tout, ils estimaient que « l'effort » demandé par le Président de la République allait leur retirer 31,2 millions d'euros (la moitié aux villes, l'autre moitié à l'agglomération). Malgré des sensibilités ou des orientations politiques de tous bords, tous les élus ont eu ce même cri unanime, relayé et porté par l'Association des maires de France. Pour eux, c'est l'asphyxie

pure et simple. La mort de leur territoire au bout.

### « Trop, c'est trop »

Depuis cette mobilisation, le Président a annoncé qu'il divisait par deux l'effort demandé : un milliard en moins contre deux. Pour La Porte du Hainaut, la montée au créneau a payé. Mais ça fera « encore » 28 millions de moins au niveau local. En trois mois, les élus du secteur sont parvenus à recueillir 10 000 signatures pour faire savoir leur mécontentement. Mieux, ils ont décroché ce mercredi cette entrevue avec le

ministre concerné. De cette rencontre, Alain Bocquet n'en dit que du bien. Le ministre a accepté l'invitation de venir se rendre compte sur place de la réalité du terrain. À la rentrée, il devrait visiter certaines communes de La Porte du Hainaut, dont Haveluy, la plus touchée, complètement étranglée économiquement. Des techniciens de l'agglomération iront, de leur côté, au ministère dans les semaines à venir pour parler, chiffres sur table, des problèmes et des projets que les élus veulent développer, à condition d'en avoir les moyens. ■



## La révolution silencieuse des « interco »

La nouvelle carte des intercommunalités prévoit de faire passer leur nombre de 2 062 à 1 265, au 1er janvier 2017

Une révolution silencieuse. Mercredi 15 juin, les nouveaux schémas départementaux de coopération intercommunale (SDCI) ont été arrêtés. Un nom un peu barbare pour désigner les nouveaux périmètres des intercommunalités, qui doivent entrer en vigueur à partir du 1er janvier 2017. Les communes membres disposent de soixante-quinze jours pour les approuver, ou non, et les communautés du même délai pour donner un avis simple. Passé cette échéance, leur avis sera réputé favorable.

Le processus de renforcement des intercommunalités avait été enclenché par la réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010. La loi NOTRe du 7 août 2015 a fixé de nouvelles règles, en faisant passer de 5 000 à 15 000 les seuils de constitution. La loi prévoit cependant des dérogations en fonction de la densité ou de la situation géographique, notamment dans les zones de montagne. Si tous les schémas étaient validés, le nombre d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre devrait passer de 2 062 à 1 265, soit une diminution de près de 40 %.

Cette dernière étape des réformes des collectivités engagées depuis 2012 redessine en profondeur la carte

territoriale de la France : le nombre de régions métropolitaines a été réduit de 22 à 13, le nombre de cantons quasiment diminué de moitié en passant de 3 971 à 2 068 à la suite de l'adoption du scrutin binominal paritaire, 15 métropoles ont été créées, les regroupements de communes ont été encouragés... Ainsi, au 1er janvier, la France comptait 35 971 communes, soit 773 de moins qu'un an plus tôt.

Un mouvement sans vagues

Toutefois, autant le regroupement des grandes régions ou le redécoupage des cantons avaient donné lieu à de vives controverses, autant ce mouvement des intercommunalités, malgré les réserves exprimées au départ, semble s'accomplir sans faire de vagues. « Ça marche parce que le fait intercommunautaire s'impose et parce que ce mouvement de regroupement a été précédé d'un important travail de concertation », se félicite Estelle Grellier, secrétaire d'Etat chargée des collectivités territoriales. Même si le processus de concertation avec les élus municipaux et communautaires a été approfondi, des critiques s'expriment encore sur les périmètres.

Pour que les projets d'arrêté soient approuvés, il faut qu'une majorité qualifiée constituée de la moitié des

conseils municipaux représentant au moins la moitié de la population de la future communauté ainsi que la commune représentant plus du tiers de ses habitants aient donné leur accord. En l'absence de majorité qualifiée, le préfet peut cependant engager une procédure de « passer outre ». Jusqu'à présent, le gouvernement a toujours exprimé sa volonté d'en limiter au maximum l'usage. Les nouvelles intercommunalités disposeront, à terme, des compétences sur les maisons des services publics, les aires d'accueil des gens du voyage, la collecte et le traitement des ordures ménagères, la politique locale du commerce, le tourisme et les offices du tourisme. A compter de 2018, elles récupéreront la compétence sur la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations puis, à partir de 2020, l'assainissement et l'eau. Elles peuvent également solliciter des compétences optionnelles. En l'absence de consensus politique, il n'est pas envisagé que les exécutifs communautaires soient élus au suffrage universel direct.

**Patrick Roger, Infographie : Eugénie dumas, sylvie gittus-pourrias et romain imbach ■**



---

---

VP2 - TRANSPORTS,  
INFRASTRUCTURES DE  
TRANSPORT...

---

---

## Gare de Templeuve : un nouveau parking pour Noël !

Par Marie Vandekerkhove villeneuve-dascq@lavoixdunord.fr Templeuve-en-Pévèle. Pour les fêtes de fin d'année, Pévèle-Carembault va faire sauter les bouchons ! L'intercommunalité finance les travaux de la deuxième phase du pôle d'échange, « ce qui devrait permettre de soulager la circulation autour du secteur du Riez et de la gare », estime Luc Monnet, le maire. Le premier coup de pioche devrait avoir lieu mi-juillet... à moins que les archéologues ne mettent au jour de nouveaux trésors romains, comme lors de l'aménagement du terrain d'Anchin, à quelques centaines de mètres de là. « L'INRAP a réalisé un prédiagnostic ce mardi. Nous attendons ses conclusions », confie Frédéric Minier, directeur de l'aménagement du territoire à la communauté de communes. Si le sol est vide d'histoire, les pelleteuses devraient entrer en action d'ici un mois... un an après la date initialement prévue. Un câble SNCF a ralenti le projet, devenu urgent avec

l'engorgement du premier parking de 220 places, livré en 2014. Après moult discussions, SNCF réseau l'a finalement déplacé le mois dernier. Il court désormais le long de la voie. Reste le prolongement du souterrain pour rejoindre les voies en toute sécurité depuis le secteur Nord. « Mais la SNCF préfère grouper les travaux sur la ligne Lille-Valenciennes pour perturber le trafic le moins possible. Elle n'envisage la construction de ce souterrain qu'en 2018 ou 2019 », pointe Luc Monnet. Pévèle-Carembault n'a pas voulu retarder encore l'aménagement du parking. En attendant, les voyageurs qui viennent de Genech ou de Louvil devront contourner les voies à pied. La SNCF a donné son aval pour des liaisons douces le long des rails, en toute sécurité. De quoi contenter les quelque 1600 usagers qui prennent le train tous les jours en direction du Valenciennois ou de la métropole lilloise, 60% de plus qu'en 2010-2011. Pévèle-Carembault entend « maintenir la pression » sur la Région et la

SNCF pour muscler la liaison qui compte déjà 70 trains par jour, souvent bondés. Et sur le Département pour étoffer la navette Pév'ailes qui assure le rabattement des villages vers la gare de Templeuve-en-Pévèle.

### 10000€ la place

Coût du nouveau parking : 1,2M€ pour la CCPC qui devrait recevoir des crédits de l'Europe et de la Région. Soit quelque 10000€ la place de parking. « Le coût prend notamment en compte le déplacement du câble SNCF et le bassin de rétention, sous le parking », insiste Luc Monnet. L'élu rappelle que la note aurait pu être plus salée : « La voirie qui rejoindra le parking depuis la rue de l'Hardinière sera payée par Pream, le promoteur qui est en train d'aménager le lotissement du Zécart ». Des futurs habitants qui, eux, pourront se rendre à la gare à pied. ■



## SNCF : « Attention, trafic normal ne veut pas dire fin de la grève ! »

Région. Terminus pour la grève SNCF? Pas si sûr... Si, après quinze jours de mobilisation des cheminots (et de galère pour les usagers), le trafic est finalement revenu à la normale depuis hier, « nous ne sommes pas encore sortis de la grève », rappelle-t-on à la SNCF. « Nous sommes désormais en mesure de proposer un service normal grâce à une nouvelle organisation, et aussi parce que le nombre de grévistes a fortement diminué. Pour autant, ils n'ont pas disparu. » Car si l'UNSA et la CFDT, deuxième et quatrième syndicats de la SNCF, ont accepté de signer l'accord d'entreprise, SUD-Rail et la CGT persistent (mais ne signent pas!) et refusent toujours de lever leur préavis. « Il s'agit d'un préavis national. Techniquement, on ne le lève jamais car les assemblées géné-

rales peuvent toujours se prononcer pour une reconduction de la grève, quelque part en France », explique Stéphane Grandé, de SUD-Rail. Impossible, pour le moment, de savoir si le syndicat apposera finalement sa signature à côté de celles de la CFDT et de l'UNSA. « Nous sommes toujours en période de consultation même si, au niveau régional, la tendance actuelle est plutôt à la non-signature. » Conclusion : de nouvelles perturbations ne sont pas à exclure dans les prochains jours...

### compensations financières ?

Pour autant, du côté de la direction, l'heure semble déjà être au bilan : « Nous avons bien conscience que la

situation a été compliquée pour les usagers. Une analyse est donc en cours pour savoir si d'éventuels dommages sont envisageables. » Un discours certes prudent mais encourageant, qui devrait en ravir plus d'un. « Les usagers en possession d'un abonnement de travail sont le gagne-pain de la SNCF », s'indignait encore hier Gérard Dupagny, président de l'association À fond de train. « Un geste commercial serait la moindre des choses ! » Alice Bonvoisin ■





---

VP4 - DÉVELOPPEMENT  
DURABLE, TRI, TRANSITION  
ÉNERGÉTIQUE...

---

## La région d'Audruicq prépare son aménagement durable

Par Jean-Philippe Delattre, [calais@lavoixdunord.fr](mailto:calais@lavoixdunord.fr), audruicquois. 1Qu'est-ce qu'un PADD? Le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) s'inscrit dans l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi). « Il s'agit du projet politique des élus de la communauté de communes, explique le directeur général des services (DGS) de la CCRA, Didier Lenoir. Il est très important car il justifie les choix des élus en matière de zonage », soit le contrôle de l'utilisation du sol, divisé en différentes zones (usage résidentiel, commercial, industriel...). Avant sa validation en conseil communautaire le 6 juillet, le PADD est présenté et débattu en conseil municipal dans chacune des quinze communes du territoire. Le PADD prend en compte le schéma de cohérence territoriale (SCOT), document d'urbanisme à l'échelle du Calais, et fera l'objet d'une enquête publique en 2017. 2Développement durable : des projets concrets Comme son nom l'indique, le PADD prend en compte

l'environnement dans l'aménagement du territoire. Parmi les grands axes du projet : limiter l'usage de la voiture, développer l'économie des proximités, préserver le patrimoine naturel... Des projets concrets ont été évoqués, lors de la présentation du PADD au conseil municipal de Oye-Plage, notamment l'installation de bornes de recharges pour les voitures électriques sur les aires de co-voiturage de Saint-Floquin et Nouvelle-Église et le renouvellement de cinq friches à Ruminghem, Nouvelle-Église, Recques-sur-Hem, Audruicq et Saint-Folquin. Le développement touristique de Oye-Plage est également à l'étude, avec l'aménagement d'une zone de loisirs touristiques sur le site de la gravière. Un dossier lancé il y a trois ans, pour lequel le maire Olivier Majewicz est actuellement en lien avec SOFIE (Saint-Omer Flandre interface d'entreprises). 3Le projet de parc éolien en stand-by Évoqué en conseil communautaire au mois d'octobre puis étudié en conseil des maires, le développement éolien dans

l'Audruicquois figure également dans le PADD. Aucun projet concret n'a cependant été lancé. « Nous avons été approché par quatre sociétés mais aucun engagement n'a été pris, explique le DGS. L'Audruicquois est un secteur propice mais un certain nombre d'élus ne veulent pas de l'éolien. » La plupart « pour des questions paysagères ». « On ne peut pas interdire le développement éolien. En revanche, on peut limiter la hauteur des installations. La solution la plus simple est de l'autoriser dans le PLUi d'un point de vue réglementaire. Cela signifie qu'on pourra développer l'éolien, mais rien ne nous y obligera pour autant. » Quant à la proximité avec la centrale nucléaire de Gravelines, qui a empêché le développement éolien à Bourbourg : « Seuls Oye-Plage et Saint-Folquin auraient pu être concernés, mais l'installation d'éoliennes y était, déjà, impossible à cause des nombreuses habitations ». ■



## Démission du conseiller José Rivas

Conseiller communautaire depuis 2008, José Rivas a présenté sa démission ce mois-ci à la présidente de la CCRA (notre édition d'hier). Il lui a expliqué les raisons de son départ dans plusieurs courriers « restés sans réponse », dit-il. Il reproche entre autres « une réelle pression fiscale suite au vote du budget 2016 » (notre édition du 4 juin 2016) et l'absence d'une « commission des finances digne de ce nom ».

### « Un manque de démocratie »

Mais « le motif le plus important » est un « manque de démocratie » : « À

plusieurs reprises monsieur le directeur général des services (DGS) est intervenu dans les débats et parfois même en menant ceux-ci à tel point qu'il en est arrivé à me couper la parole. » Bien qu'il précise apprécier « fortement le professionnalisme, les apports et les explications » du DGS, « ce comportement est formellement interdit par notre règlement », qui se réfère lui-même au Code général des collectivités territoriales, d'après José Rivas. L'ancien conseiller a envoyé, mercredi, un courrier à la sous-préfecture à ce sujet. Laquelle n'en avait pas encore eu connaissance hier. Néanmoins, une source de la préfecture du Pas-de-Calais explique

que, « d'une manière globale, un DGS peut s'exprimer lors d'une séance à partir du moment où le président lui donne la parole. Il n'a pas le droit de prendre part au vote. Et en cas d'alerte d'un élu, on peut, au niveau de la préfecture ou de la sous-préfecture, procéder à un rappel des règles par l'envoi d'un courrier ou verbalement ». La présidente de la CCRA, Nicole Chevalier, n'a pas répondu à nos sollicitations. Quant au directeur général des services, Didier Lenoir, il n'a pas souhaité s'exprimer sur ce sujet. J.-P.H.D. ■



---

# VP7 - AGRICULTURE, AGROALIMENTAIRE

---

## Les cantines mettent du local dans leurs assiettes

La restauration collective et les agriculteurs se rapprochent. Objectif : approvisionner les collèges, lycées, maisons de retraite ou hôpitaux, avec des producteurs de la région.

Un PLAT SUR TROIS composé de produits 100 % locaux : c'est ce que l'on peut trouver aujourd'hui dans les cantines de certains collèges de l'Oise. Car l'image de la vente directe avec le petit panier de légumes que le client allait chercher chez le producteur du coin semble bien révolue. Aujourd'hui, le circuit court rime aussi avec gros volumes et affaires florissantes. De plus en plus de sociétés de restauration collective se positionnent sur ce marché de niche du 100 % local. A l'image d'Api restauration, qui se présente comme « la première société familiale de la restauration collective ». En 2013, l'entreprise nordiste, fondée en 1956 à Lille, a signé une convention de partenariat avec les chambres d'agriculture de Picardie. Objectif : approvisionner en produits locaux, directement depuis le producteur, collèges, lycées, hôpitaux, maisons de retraite ou encore crèches.

### 250 producteurs référencés dans les départements picards

Mercredi, à Guiscard, dans l'exploitation des frères Thomas et

François Défossé (lire l'encadré), les deux partenaires ont reconduit leur convention pour tenter de conquérir de nouveaux marchés. Pour l'occasion, une trentaine de producteurs picards et près de 160 responsables des cuisines collectives avaient fait le déplacement à la ferme. « Il s'agit pour nous d'être des cuisiniers responsables, de donner la priorité aux produits frais, de faire de la cuisine cuisinée », insiste Michaël Salin, directeur régional chez Api restauration.

En 2015, cette société a distribué 20 000 repas par jour en Picardie. Parmi ses gros clients, la cuisine centrale d'Amiens, dont les 7 000 repas quotidiens proviennent de la production d'une quinzaine d'agriculteurs de la Somme. En Picardie et donc dans l'Oise, ces derniers ne sont pas les seuls à avoir fait le pari de la vente directe, version XXL.

Selon les chambres d'agriculture des Hauts-de-France, plus de 250 producteurs sont aujourd'hui référencés dans les départements picards.

En 2015, environ 500 000 € de produits locaux ont été vendus. De plus

en plus de producteurs pour un marché qui s'ouvre considérablement. Le gouvernement table d'ailleurs sur un objectif de 40 % de produits locaux dans les cantines des collèges d'ici à 2020.

« Aujourd'hui, des collèges de la région atteignent 30 à 35 % de produits locaux, que ce soit pour les produits laitiers, les fruits et légumes, les œufs ou la viande. Mais c'est encore difficile d'aller au-delà », admet Marie Guilbert, responsable de l'équipe « filières courtes et agritourisme » à la chambre d'agriculture de la Somme. ■

*par Alexis Bisson*

Trois plates-formes virtuelles existent pour les prises de commandes directement entre producteurs et consommateurs. Il s'agit de : [www.aisne-produitslocaux.fr](http://www.aisne-produitslocaux.fr) ; [www.oise-produitslocaux.fr](http://www.oise-produitslocaux.fr) et [somme-produitslocaux.fr](http://somme-produitslocaux.fr)



## « La filière courte, c'est aussi de la création d'emplois »

### Thomas et François Défossé, transforment le lait dans leur exploitation

**M**aitriser sa production de A à Z, de la nourriture des bêtes à la livraison du produit, c'est beaucoup de boulot, mais ça paye. Installés dans l'exploitation familiale, la ferme du Moulin à Guiscard, les deux frères associés, Thomas et François Défossé, ont fait le pari de la filière courte dès 2008. « On est parti très vite sur ce créneau, confirme Thomas Défossé. A l'époque, on s'est débrouillé seuls, on n'était pas nombreux sur le marché. » Rollot, Petit noyonnais, crème fraîche, yaourts, fromage blanc, beurre... Ici, tout est produit sur place, au sein de ces 160 ha, avec leurs 80 vaches laitières Montbéliardes. En 2015, plus de 250 000 l ont été transformés dans l'exploitation.

Alors, pour tenir la cadence, les frères ont embauché trois associés, en CDI. Et ils s'apprentent à accueillir un quatrième salarié pour pouvoir assurer la fabrication de leur nouveau produit : la tome. « Ça a toujours été notre volonté de tout gérer nous-mêmes, expliquent Thomas et François Défossé. C'est un investissement humain et financier, mais ça en vaut la peine. Sans la transformation de nos produits, jamais nous n'aurions pu embaucher quatre personnes. L'achat auprès du producteur, c'est aussi de l'emploi local. » La petite entreprise familiale vend ses produits auprès de gros clients de la restauration collective, comme Api restauration, sans en oublier pour autant les « petits » clients, les fa-

milles, les particuliers, qui viennent chercher leurs fromages à la ferme. ■



Guiscard, mercredi. Les deux frères associés, Thomas et François Défossé, sont à la tête de l'exploitation familiale depuis 2008. (LP/A.B.)

*par A.b.*



---

---

# VP8 - CULTURE

---

---

## Une nouvelle gouvernance pour quel avenir à l'Écomusée de l'Avesnois ?

**P**AR LIONEL MARÉCHAL  
fourmies@lavoixdunord.fr  
FOURMIES. Suite à l'assemblée générale, mardi soir, et à l'élection d'un nouveau président, Benoît Wascot, une page se tourne à l'Écomusée de l'Avesnois. Quel est son avenir ? 1 Les finances Le budget annuel, qui tend vers 2 M€, est financé à près de 80% par le conseil régional, qui devrait demander un audit sur la situation. Car des membres du conseil d'administration ne sont pas convaincus par des réponses de l'ancien bureau, comme à la question : « Pourquoi la masse salariale a-t-elle augmenté de 48000€, entre 2014 et 2016, avec des effectifs moindres ? » Pour la structure mu-

séographique - qui possède 400000 € de réserves-, par la voix de son expert-comptable, Jean-Paul Lajunesse, « cela est dû aux évolutions de carrière et au paiement d'heures supplémentaires mais une réorganisation du personnel a été mise en place ». Heures supplémentaires (8000?) dont certaines couraient depuis dix ans, comme l'a relevé la présidente intérimaire sortante, Mireille Helevaut. Et le taux d'absentéisme ? Il sera fourni plus tard. La Région va-t-elle lancer un plan d'économies avec, peut-être, la fermeture des antennes de Felleries et de Sains-du-Nord (dont la commune a supprimé une subvention de 7 650 € cette année) ? On en saura plus si audit il y

a. 2 La fréquentation Ce sera aussi un axe de travail pour le futur. Parce que si elle est restée stable entre 2014 et 2015, autour de 31 440 visiteurs, elle avoisinait 50 000 en 2011, déjà bien loin des sommets du début des années 90 avec près de 90 000 entrées. 3 Le projet scientifique Là encore, la besogne ne manquera pas quand la présidente sortante indique que « les 50 000 pièces n'ont pas été répertoriées depuis sept ans », tout comme le conseil scientifique, qui définit pourtant l'orientation culturelle, « ne s'est pas réuni depuis autant de temps ». ■





---

## La grosse colère de Marc Goujard

« Statutairement, vous ne pouvez pas intervenir sur les orientations 2016 ». Se faire renvoyer dans les cordes, par le commissaire aux comptes et l'expert-comptable, n'a pas été du tout du goût de l'un des fondateurs et ancien directeur de l'Écomusée de l'Avesnois, Marc Goujard. Surtout quand on connaît le personnage, qui a haussé le ton, lors de l'assemblée générale. M.Goujard souhaitait intervenir sur le virage qu'entend prendre, à l'avenir, la structure muséographique, c'est-à-dire passer d'une as-

sociation de type privé à un établissement public (EPCC). Ça changerait quoi ? L'Écomusée ne serait alors plus géré par des bénévoles mais par des « professionnels ». « Lors du rapport moral de la présidente, il a été évoqué les pistes pour 2016, alors pourquoi je ne pourrais pas, moi aussi, les aborder ? Vous ne voulez pas écouter les bénévoles alors que nous sommes en train de perdre notre âme », a lancé, furieux, M.Goujard. « À l'heure où le lien social se dégrade, il me semblait important de rappeler le statut

associatif des lieux, a-t-il ajouté, plus tard, à froid. Historiquement, il est basé sur le principe participatif, avec les habitants. C'est ce qui a fait sa force et sa vitalité. Ce n'est pas un service public ordinaire. J'ai donné 25 années de ma vie à l'Écomusée et je suis toujours membre de la Fédération nationale. Je pouvais encore lui être utile mais ce n'est pas le cas. Je lui souhaite plein succès. Point final ». ■



## 3,9millions d'euros pour le Familistère

3,9millions d'euros pour le Familistère  
Xavier Bertrand, président de la Région  
Hauts-de-France, l'a annoncé mercredi  
lors d'une réunion avec le préfet et des élus  
locaux à Guise. Il confirme l'engagement  
de la Région au financement du projet  
Utopia III au Familistère, à hauteur de 3,9  
millions d'euros. Ce projet échelonné sur  
la période 2017-2020 consiste notamment  
à rénover le pavillon gauche et le transfor-  
mer en hôtel. ■



## Lille Piano(s) festival : trois jours à l'ONL autour des claviers

Par Jean-Marie Duhamel metro@lavoixdunord.fr LILLE. L'essentiel de la programmation de cette nouvelle édition du Lille Piano(s) festival aura pour point central, comme traditionnellement, le Nouveau Siècle : l'auditorium - pas moins de huit concerts entre vendredi soir et dimanche soir -, la salle Québec à l'étage pour sept récitals, deux conférences, sans oublier le bar du sous-sol pour toutes les opérations annexes, conférences, restauration ainsi que le direct France Musique avec Frédéric Lodéon (aujourd'hui, 16h-18h). Les pianos du festival seront également installés au conservatoire de la place du Concert - masterclass de Vanessa Wagner ce vendredi après-midi, quatre récitals samedi, trois dimanche -, au palais des Beaux-Arts qui accueille dimanche soir le concert avec vidéo Billie Holiday (22h), à la gare Saint-Sauveur -

jazz et piano-bar vendredi soir, concerts participatifs samedi, trois concerts dimanche -, à la Maison natale Charles de Gaulle dimanche (16h), au Furet. Sans oublier un concert au Forum départemental des sciences de Villeneuve-d'Ascq samedi soir et un autre à la Villa départementale Marguerite-Yourcenar à Saint-Jans-Cappel dimanche midi.

### Une quarantaine de solistes

Une quarantaine de solistes vont se succéder durant ces trois jours : Alexandre Tharaud, Cédric Tiberghien, Claire-Marie Le Guay, Anne Quémélec, Vanessa Wagner, tous solistes solides, pour la plupart déjà familiers du festival lillois, auxquels se joindront de jeunes lauréats des concours internationaux. Invité pour la première fois, l'Orchestre de Picar-

die avec lequel l'ONL entame un partenariat au long cours : l'ensemble, dirigé par son chef Arie Van Beek, jouera notamment une série de deux concerts pour deux et trois pianos. Autre point fort du festival : le croisement des genres - classique, jazz, chanson - avec subtil mélange de récitals et concerts dans les formes les plus classiques avec des récitals plus ou moins décalés dans la perspective de passages d'un lieu, d'un site, à l'autre. Le festival ouvre ce soir (20h) avec Fazil Say et l'ONL dirigé par Jean-Claude Casadesus (le Concerto 21 de Mozart). Clôture dimanche (20h) avec Boris Berezovski (le Deuxième Concerto de Chopin), Wilhelm Latchoumia et Marie Vermeulin et deux versions du Boléro de Ravel (direction Jean-Claude Casadesus). (Lien :) [lillepianosfestival.fr/2016/](http://lillepianosfestival.fr/2016/) ■



## Écouter un opéra dans un bus : à vivre encore ce soir à Wissant !

**P**AR MARIE-CAROLINE DEBAENE boulogne@lavoixdunord.fr BOULONNAIS. L'œuvre baroque du Britannique Henry Purcell donnée dans un bus transformé en réplique de l'Opéra Garnier... En voilà une idée géniale pour désacraliser l'art lyrique et intéresser tous les publics. Ce est proposé par l'association régionale la Clef des chants pour la deuxième année. Après l'Audomarois et le Ternois, l'an dernier, le Boulonnais bénéficie cette année de douze représentations gratuites.

### UN OPÉRA MINUTE

Depuis mardi, la compagnie parisienne Opéra.3 n'en finit plus de séduire les auditeurs privilégiés de cette tournée financée par le Dépar-

tement. Des collégiens de Samer, Desvres, Boulogne et Marquise découvrent avec intérêt Didon et Énée d'Henry Purcell. Un format très court de vingt minutes, chanté par deux sopranos, accompagnées d'un guitariste (électrique) et d'une comédienne narratrice. La version revisitée est rock, décalée et légère. Hier, au collège Pierre-Daunou, le bus a pris ses quartiers dans la cour de l'établissement. Les rires fusent dès le début du spectacle jusqu'aux premières notes vibrantes. Le silence tout à coup. Les voix sont si proches dans cet écrin de velours rouge aux moulures dorées.

« C'est inhabituel »

« C'est inhabituel. On a plus l'habitude d'aller au cinéma ou

d'écouter de la musique récente », explique Matthéo. « On a été surpris de voir l'intérieur du bus, poursuivent Martin et Ashley, élèves en 3e. On a beaucoup aimé même si les textes chantés sont en anglais. On ressent tout de même les émotions. » La dernière représentation tout public a lieu ce soir, à 19h, à Wissant. Et pour ceux qui ne pourraient pas se libérer, la compagnie chantera en extérieur, sans le bus donc, au château d'Hardelot, le 26 juin, à 14h, 15h et 16h pour le Mid Summer festival. « Didon et Énée » de Purcell (20mn), place du marché, ce soir, à 19h, à Wissant. Gratuit. Réservations au 0320308258. Trente places sont disponibles. ■



---

# VP9 - FORMATION ET RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES

---

## Élections consulaires : les premiers candidats déjà en lice pour préparer leurs listes

**P**AR VALÉRIE SAUVAGE (avec les éditions locales) [economie@lavoixdunord.fr](mailto:economie@lavoixdunord.fr) HAUTS-DE-FRANCE. Les élections consulaires auront lieu en novembre. Les premières depuis la fusion des régions. Elles détermineront la physionomie de la future grande chambre régionale qui couvrira le territoire des Hauts-de-France et chapeautera 7 CCI locales. Les candidatures devront officiellement être présentées en septembre. Mais ça discute d'ores et déjà dans les différents territoires du Nord-Pas-de-Calais, où l'on semble s'acheminer vers des listes uniques. - CCI Grand Lille. C'est Philippe Hourdain, président sortant de la CCI Grand Lille, qui mènera une liste unique, soutenue par le MEDEF, la

CGPME, le Patronat indépendant, etc. « Les enjeux sont très lourds. Les entreprises ne comprendraient pas qu'il y ait des bisbilles. Elles ont besoin de voir que leurs représentants travaillent ensemble à leur développement et à leur pérennité. Une liste unique nous permet de nous concentrer sur le programme. » Philippe Hourdain sera aussi candidat à la présidence de la CCI régionale. - CCI Artois. Sur le territoire de la CCI Artois, à ce jour, on recense la candidature de Jean-Marc Devise qui piloterait une liste unique. Le président du MEDEF pour l'Artois, actuel vice-président de la CCI Artois a le soutien du MEDEF, de la CGPME et de différentes organisations professionnelles. Il y a bien eu une tentative de

liste concurrente, mais elle a échoué à réunir les dizaines de noms nécessaires à l'élaboration d'une liste. - CCI Hainaut-Cambrésis. Actuellement présidée par Francis Aldebert, la CCI Hainaut-Cambrésis vient d'être secouée par le départ de son directeur général. On s'acheminerait également vers une liste unique. Elle serait menée par Bruno Fontaine, président du Groupe GHI. - CCI Côte d'Opale. Là encore, rien d'officiel sur les candidatures. La CCI Côte d'Opale est dans une situation particulière puisque sa fusion avec la CCI Littoral normand-picard est prévue le 1er janvier 2017. ■



## Mode d'emploi

Les élections consulaires auront lieu du 20 octobre au 2 novembre. Il s'agit d'un vote par correspondance ou par Internet. Les listes électorales seront consultables du 18 juillet au 25 août. Le taux de participation est généralement assez faible (autour de 20%). -Qui vote? Ce sont les chefs d'entreprise et les cadres dirigeants qui votent pour l'ensemble des sièges à pourvoir dans leur sous-catégorie professionnelle. Ils élisent leurs représentants à la CCI de leur territoire et à la CCI de région. -

Quelles sont les catégories concernées? Il s'agit du « commerce de 0 à 4 salariés », du « commerce de 5 salariés et plus », de l'« industrie de 0 à 49 salariés », de l'« industrie de 50 salariés et plus », des « services de 0 à 9 salariés et des « services de 10 salariés et plus ». -Quels sont les territoires concernés dans les Hauts-de-France? Il s'agit du Grand Lille, du Grand Hainaut, de la Côte d'Opale, de l'Artois, de l'Aisne, d'Amiens-Picardie, de l'Oise et du Littoral normand-picard. -Comment sont répartis les sièges de la future CCI de région? Au total, 120 élus de l'ensemble des CCI

locales seront fléchés pour être également élus régionaux. Leur nombre dépend du poids économique du territoire qu'ils représentent : Artois (15), Grand Lille (38), Grand Hainaut (14), Littoral Hauts de France (19), Amiens- Picardie (8), Aisne (9), Oise (17). -Qui élira le président de la CCI régionale? Les élus régionaux voteront pour le président de la CCI régionale. Ce vote se déroulera début décembre, dans la foulée des élections consulaires. V. S. ■



## Le fonds souverain russe fait son entrée chez Arc International

Le RDIF signe son premier investissement en France, avec l'appui de la Caisse des Dépôts. Financé avec l'aide d'investisseurs d'Asie et du Moyen-Orient, il atteindra 250 millions d'euros.

La Russie s'invite de nouveau chez le verrier Arc International. Et cette fois, par la grande porte. Le fonds souverain russe, le RDIF (Russian Direct Investment Fund) signe vendredi après-midi à Saint-Pétersbourg un investissement de 250 millions d'euros pour soutenir le numéro un mondial des arts de la table, en présence de l'ambassadeur de France. L'opération est coordonnée avec CDC International Capital, la branche d'investissement de la Caisse des Dépôts, qui investit en coordination avec des fonds souverains internationaux.

Il y a plus d'un an, la Russie avait fait son apparition dans la restructuration d'Arc, alors en graves difficultés, au travers du fonds Pangeo, venu financer l'offre de PHP. Un partenaire qui avait brusquement disparu pour réapparaître et quitter la scène à nouveau subitement sur fond d'embargo russe. Au final, l'entreprise avait été relancée par PHP avec des capitaux américains apportés par Dick Cashin, le PDG de l'ancien fonds d'investissement de JP Morgan.

Les deux associés, le RDIF et CDC International Capital, vont cependant avancer les fonds sous forme de quasi-capital et donc n'entrent pas directement au tour de table. Un choix, dit-on, qui n'aurait rien à voir avec des contraintes liées à l'embargo russe en vigueur. « En tant qu'investisseur majoritaire PHP veut conserver le plein contrôle du retournement d'Arc », explique Tim Gollin, le dirigeant américain d'Arc. Les parties n'ont visiblement pas voulu bouleverser un équilibre actionnarial obtenu de haute lutte avec la famille lors de la restructuration. Dirigé par Laurent Vigier, CDC International Capital et le fonds russe disposeront cependant d'un administrateur sur cinq au sein du verrier du nord de la France.

### Tournure diplomatique

Dans les prochaines semaines, les conseils d'administration du groupe encore détenu à 20 % par la famille fondatrice Durand promettent de prendre une tournure plus diplomatique encore : le fonds souverain russe et CDC International Capital

discutent en effet avec des fonds du Moyen-Orient et d'Asie. Mais ceux-ci n'auront que des droits d'observateurs.

Comment expliquer cet intérêt russe pour Arc ? L'enjeu est avant tout économique, dit-on. Sur les 250 millions d'euros, 100 millions seront dédiés au site français du verrier, qui fait l'objet de lourds investissements, indique Tim Gollin. Puis 70 millions d'euros iront pour des investissements en Russie, ainsi que 30 millions d'euros en Chine et le solde pour des acquisitions. En Russie, où il est présent depuis 2011, Arc International doit construire une usine à Kaliningrad, une enclave stratégique pour le Kremlin car isolée du territoire russe entre la Pologne et la Lituanie. Cette usine, qui doit employer un millier de personnes, vise à servir le marché russe. « Nous concentrons la France sur le haut de gamme. Il n'y aura pas de transfert de production vers la Russie », assure Tim Gollin. ■

*par Anne Drif*





---

VP10 - ENSEIGNEMENT  
SUPÉRIEUR, RECHERCHE,  
UNIVERSITÉS

---

## La situation demeure compliquée à l'UPJV

**D**epuis la nomination, le 10 juin, d'un administrateur provisoire à la tête d'une Université de Picardie Jules Verne en pleine crise de succession, la plupart des protagonistes observent un silence radio total. C'est le cas des deux concurrents pour le poste de président, Mohammed Benlahsen et Michel Brazier. C'est le cas surtout de l'administrateur provisoire, Christian Morzewski, qui a réuni plusieurs fois les différentes parties pour dessiner une sortie de crise. Mais un silence auquel ne s'astreint pas l'Unef, syndicat étudiant dont les deux représentants au conseil d'administration ont pris fait

et cause pour Mohammed Benlahsen, et qui dénonce toujours les « manœuvres » de la partie adverse pour déjouer la mise en œuvre de l'accord signé.

### Le blocage se poursuit

« Lors de notre rencontre avec l'administrateur provisoire, nous lui avons rappelé notre opposition à tout nouvel appel à candidature pour le poste d'administrateur représentant des salariés. L'accord de sortie de crise était clair sur ce point. Le blocage dure parce que la partie de M. Brazier refuse de voter pour un

membre de la CGT après la démission surprise de l'élue représentant la CFDT... » Principale pierre d'achoppement, l'étiquette syndicale d'une candidate au conseil d'administration? L'Unef rappelle qu'elle reste opposée à toute solution visant à renvoyer à la rentrée de septembre la sortie de crise, le conseil d'administration étant censé valider avant le mois de juillet les modalités de contrôle des connaissances. Et le syndicat d'indiquer qu'il se réserve toujours le droit de porter l'affaire en justice « si la partie adverse poursuit ses manœuvres ». PH. F. ■



## Erasmus Amiens prépare la rentrée

**E**SN est une organisation étudiante à l'échelle européenne créée pour accueillir et intégrer les étudiants internationaux en échange universitaire. La section d'Amiens a été créée en 2014 et, depuis, ne cesse de se développer. « Nous sommes 11 membres actifs et nous accueillons environ 200 élèves Erasmus par an à Amiens. Ils viennent de nombreux pays dont l'Espagne, le Brésil, l'Italie, l'Angleterre ou encore l'Allemagne » ; explique Sabri Abid, le président de l'association. Grâce au dynamisme des bénévoles, du soutien de la Ville et du bureau des affaires internationales de l'UPJV, avec lequel il travaille en étroite collaboration, le réseau s'est très vite agrandi au plus grand bonheur des étudiants étrangers qui viennent chaque année se former à Amiens. « Notre motivation et la mission à laquelle nous nous te-

nons, c'est de représenter les étudiants internationaux, leur offrir l'opportunité de comprendre notre culture, partager la leur tout en enrichissant leur développement personnel. Non seulement ESN Amiens s'engage à accompagner les étudiants étrangers dans leurs démarches administratives mais aussi de participer à leur épanouissement grâce à nos activités locales » poursuit Sabri Abid. À chaque début de semestre, une « Welcome Week » est organisée pour intégrer les nouveaux étudiants. ESN Amiens prépare d'ores et déjà l'arrivée des internationaux à la rentrée et a l'ambition d'aider la Ville à devenir capitale européenne de la jeunesse. Elle souhaite aussi organiser la prochaine assemblée générale de ESN France à Amiens et la « National Board Meeting » qui représente la rencontre des bureaux nationaux d'ESN pour discuter de projets

concrets et échanger sur les bonnes pratiques et expériences à réaliser pour le bien-être des étudiants étrangers. « Nous proposons beaucoup d'animations pour favoriser l'échange et la rencontre entre les locaux et les Erasmus. Nous organisons des dîners internationaux avec dégustation de produits picards, des échanges en langues étrangères. Nous effectuons des voyages dans le Nord de la France, nous leur faisons découvrir la ville, la vie étudiante locale, nous allons au théâtre, etc. Notre événement majeur est la remise de diplôme d'ambassadeur de la ville d'Amiens qui permet de marquer la fin de la mobilité des étudiants et de promouvoir l'image d'Amiens à l'international. Tout le monde est le bienvenu à ESN » s'enthousiasme le président. Floriane Goujon ■



---

---

# VP11 - LYCÉES

---

---

---

## Les Dunes primées pour leur travail sur la résistance et la déportation

**P**AR ANNICK MICHAUD  
dunkerque@lavoixdunord.fr  
DUNKERQUE. Pour une première, ils ont fait fort ! Les lycéens de Notre-Dame des Dunes participaient pour la première fois au concours national sur la Résistance et la déportation, et ils décrochent le premier prix régional dans la catégorie « travaux collectifs de type mémoire ». « Nous avons été séduits par le thème, Résister par l'art et la littérature », expliquent conjointement les lycéens et les enseignants qui les ont accompagnés,

Mme Godart, enseignante en lettres, et M. Leclercq, professeur d'histoire-géographie. Un groupe de huit élèves\* de 1re, tous volontaires, s'est constitué pour réfléchir et bâtir un projet. Trois sujets au choix : « Résister dans la France libre », « Résister dans les camps et les prisons », « Résister dans la France de Vichy ». Ils ont choisi la France libre, un aspect de la Seconde Guerre mondiale qu'ils connaissaient peu : « On a imaginé une histoire, avec une intrigue. Il fallait faire preuve d'originalité et

de créativité. » Ce qu'ils ont rendu est plus qu'une copie, c'est une véritable création qui mêle vidéo, arts graphiques, chansons, interviews... Leur projet sera aussi présenté à un jury national. On saura en septembre s'il l'a aussi impressionné. \* Joris Dernis, Bertille Gauducheau, Valentine Jossien, Marie Lagasy, Manon Leprêtre, Aude Schonig, Igor Rodionov, François-Xavier Borel. ■



---

---

VP12 - RÉNOVATION  
URBAINE, LOGEMENT,  
INNOVATION NUMÉRIQUE...

---

---

## Tour du Renard : les travaux lancés fin 2017

**O**UTREAU. Une petite partie de la démolition-reconstruction de la Tour du Renard (projet d'environ 45M€) sera bien financée par la Région dans le cadre du deuxième programme de l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU). La ville espère que la subvention régionale s'élèvera à 5M€. La Région a reçu une enveloppe de 100M€ qu'elle doit partager entre les vingt quartiers prioritaires retenus par l'État, dont Triennal à Boulogne. « Nous avons reçu l'avis favorable de

la préfète du Pas-de-Calais et du préfet de Région », annonçait Thérèse Guilbert, avec soulagement, lors du conseil municipal de mercredi. Reste à savoir si Outreau bénéficiera bien de 5M€. Le montant n'a pas encore été tranché.

### FIN DE la rÉhabilitation ESPÉRÉE EN 2023

Les travaux de démolition des trois premiers bâtiments devraient débu-

ter fin 2017-début 2018. Ils sont à la charge du bailleur Pas-de-Calais Habitat. « Si nous arrivons à tenir les délais, la réhabilitation pourrait être achevée en 2023 », espère la maire d'Outreau. Fait assez rare pour le souligner, l'opposition frontiste a cru bon de commenter : « On vous fait confiance pour notre commune pour que ce quartier soit réhabilité. » Une remarque qui n'est pas tombée dans l'oreille d'une sourde... M.-C.D. ■



## Béthune future « Smart city », ville « intelligente » et connectée ?

**P**AR BENOÎT FAUCONNIER bethune@lavoixdunord.fr BÉTHUNE. Et si, d'ici une dizaine d'années, Béthune était entrée dans l'ère « Smart city » ? C'est le vœu du maire, Olivier Gacquerre, qui va vendre son rêve ce matin lors d'un grand raout à la salle Olof-Palme. Il va falloir trouver les mots justes et simples pour expliquer ce que serait la ville « intelligente et connectée » de demain. Tout part d'une réflexion : « Comment penser les services d'une ville pour ses nouveaux usages à travers une triple articulation : la digitalisation, le numérique, la robotisation voire l'intelligence artificielle, mais aussi la transition énergétique et l'économie circulaire. » Pour Olivier Gacquerre, les grandes métropoles ont commencé à « muter ». Et si l'expérimentation concernait une ville moyenne de 25 000 habitants ? Pour l' élu, il ne s'agit de rien d'autre que d'un « change-

ment de société ». Pour rendre des services plus efficaces, moins coûteux, et en impliquant la population. « Smart city, c'est améliorer la vie en ville, transformer le citoyen en capteur, qui nous donne des informations sur son mode de vie. On collecte, on modélise et on apporte des solutions pour mieux vivre à moindres frais. » Olivier Gacquerre espère faire de Béthune « un démonstrateur, un incubateur », en impliquant l'agglomération, le SIVOM, et même la Région et le pôle métropolitain. « On est déjà entrés dans cette démarche-là », explique le maire. La ville a embauché un chargé de mission dédié au projet « Smart city ». Et concrètement, elle a mis en place un portail d'« e-administration », nommé B-Clic, qui permet d'avoir accès aux services de la mairie jour et nuit. Le portail famille permet aussi des inscriptions à des activités à distance, par exemple, et des paie-

ments en ligne. Le maire intègre aussi les potagers solidaires dans l'état d'esprit « Smart city ». Le déploiement du wi-fi public est aussi dans les cartons. La commune soutient également la mise en place avec la CCI Artois d'un portail permettant aux commerçants d'avoir une vitrine en ligne... Pour les développements futurs, un peu de patience. « On veut être la chaîne d'entraînement. Le but est de créer une dynamique derrière », résume Olivier Gacquerre, qui met aussi en garde : « On va aussi évoquer la fracture numérique. Il ne faudrait pas que la technique nous dépasse. Si elle devient une contrainte, on se noie. La technique n'est pas si accessible que ça. » L'heure est donc à la présentation, et à la collecte d'idées. Un diagnostic et un appel à projets devraient suivre. ■





---

---

VP14 - RURALITÉ,  
DÉVELOPPEMENT DU  
NUMÉRIQUE, FAMILLE...

---

---

## La Région à la campagne

« Le président Xavier Bertrand avait pris l'engagement de maintenir une relation avec les élus et les territoires ruraux. Huit réunions publiques sont organisées sur le territoire », ont expliqué, vendredi, Patricia Poupart et Yves Bultel, conseillers régionaux. Il animait une des réunions « La région Hauts de France à votre rencontre ».

Ils étaient reçus par le maire, Jean de Beaufort, et des membres du conseil municipal, en présence notamment d'autres élus et responsables d'associations. « En plus des communes, nous recueillons aussi l'avis et les demandes des particuliers et des associations auxquelles nous accordons une réelle importance car

elles ont un rôle à jouer au niveau sportif et culturel », expliquent Patricia Poupart et Yves Bultel. « Ce qu'on recherche, c'est la proximité, écouter sur le terrain. » Une réunion publique aura lieu le mardi 28 juin, 18h30, à la mairie d'Huchenneville. ■



---

---

# DIVERS

---

---

## Les élus sous la menace

**N**ouvel épisode dans l'affaire des deux policiers froidement assassinés devant leur domicile, lundi soir à Magnanville. Dans une vidéo, le terroriste Laoussi Abballa, l'auteur du crime, a appelé « à combattre les têtes de la mécréance », indique le Parisien, appelant de fait les djihadistes de l'État Islamique à s'en prendre aux élus locaux. Le terroriste cite d'ailleurs explicitement les députés et les maires de France. Réactions de nos élus locaux, Natacha Bouchart, maire de Calais, et Yann Capet, député et conseiller municipal.

### « On est exposés, comme tout citoyen »

Natacha Bouchart a quant à elle décidé de rester droite dans ses bottes : « En tant qu'élus, on est exposés comme tout citoyen. Les événements ont montré que personne n'est protégé, que c'est anonyme, comme ça a pu l'être au Bataclan. » L'édile entend ne rien changer face à cette menace potentielle. « J'ai toujours refusé la protection, même si on me l'a déjà conseillé. Je n'ai pas envie d'être suivie partout, en privé ou en public. S'il doit arriver quelque chose, ça arrivera. Mais je ne cherche pas à provoquer. » « Il est hors de question que

je change quoi que ce soit », commence Yann Capet. Il ne veut rien changer à ses habitudes.

### « Céder à la peur serait une victoire pour eux »

« Ils n'ont aucun respect pour la vie humaine. Les mots république et démocratie n'ont aucun sens pour eux. » L'élue veut garder la tête haute. « Nous incarnons la démocratie et la République. Céder à la peur, serait une victoire pour eux. » Et de rappeler : « Leur but, c'est la terreur. » S.M. et A.B. ■



---

---

# POLITIQUE RÉGIONALE

---

---

## Les finances continuent d'agiter l'hémicycle départemental

**P**eu de modifications au budget départemental, qui reste à peu de chose près tel qu'il avait été défini en début d'année. Mais une passe d'armes toujours aussi vive à propos des économies. Hélas pour ses détracteurs, la majorité n'entend rien lâcher, alors que son budget de fonctionnement devrait croître de 1,5 million. Une hausse (somme toute modeste) surtout due à la loi sur l'adaptation de la société au vieillissement. La facture s'élèvera à 1 million. La collectivité devra aussi faire face à la revalorisation du point d'indice des agents (+0,6% le 1er juillet 2016, autant en février 2017). Parallèlement, l'investissement recule de 2,2 millions. « La contraction budgétaire et l'austérité locale, c'est votre cohérence », ouvre le bal la communiste, Hélène Balitout. Tandis que pour le PS, Jean-Claude Villemain « on a la salade sans vinaigrette » et un « scénario de série B... comme boniments. » L'élue LR, Arnaud Dumontier rectifie le tir : « Nous sommes collectivement en danger si rien n'est fait maintenant. » Et de citer trois fois ce proverbe suisse : « Quand on sait ce qu'on sait, qu'on voit ce qu'on voit, on a raison

de penser ce qu'on pense. » Jean-Claude Villemain lui répond par une phrase de Chateaubriand : « Ce qu'on gagne par le mensonge, on le perd en considération. » Le maire de Creil n'a toujours pas digéré l'audit financier commandé par la droite lors de son arrivée au pouvoir. « Au final, la situation est saine, vous avez travesti les chiffres. » Pour la première fois, la majorité rétorque par les conclusions du Trésorier payeur général pour l'année 2014. Pour ce fonctionnaire indépendant, les comparaisons avec la moyenne des collectivités de même importance « sont pour la quasi-totalité défavorables au département de l'Oise. » Elles « montrent une aggravation nettement plus prononcée. »

### Enfin un nouveau collège à Crévecoeur

Ce n'est pas le moment de jeter l'argent par les fenêtres. Mais le frontiste Michel Guiniot (toujours à l'affût de ce genre d'info) a débusqué une dépense de 14 000 euros au profit de l'Association de soutien pour l'exercice des responsabilités départementales et locales (Aserdel). Une

association « maquereauté par les caciques de l'UMP », accuse-t-il. L'Aserdel aidera la majorité à mener « un lobbying plus efficace » auprès du gouvernement sur la question de la prise en charge du RSA restée en suspens, explique ce proche du président. « Notre challenge c'est qu'à la fin de 2017 les économies de fonctionnement nous permettent de revenir à un niveau d'endettement à 5 ans », a encore résumé le premier vice-président, Patrice Marchand. En 2015, il fallait 9 ans au département pour se désendetter... Un objectif d'autant plus difficile que l'épargne brute est passée de 93 à 57 millions, en lien avec la baisse des aides de l'État et le dynamisme des dépenses sociales (RSA). À mi-parcours de 2016, la majorité a toutefois énoncé une série d'engagements positifs. Comme le lancement du collège de Crévecoeur (un projet vieux de 10 ans), 633 000 euros au profit des centres ruraux, une nouvelle caserne de gendarmerie à Grandvilliers, 3 millions de plus pour le plan d'urgence pour les routes. PASCAL MUREAU ■



## Législatives : chez les Républicains, un candidat, un débat et deux questions

Par [eric dauchart calais@lavoixdunord.fr](mailto:eric.dauchart@lavoixdunord.fr) CALAIS. 7e circonscription. L'investiture passe mal à Calais Cette investiture, tout comme la reprise en main du comité de la septième circonscription (\*) par le maire de Marck, passe mal du côté de Calais. Natacha Bouchart, qui soutenait son adjoint à l'environnement Philippe Mignonet (\*\*), n'entérine pas encore cette investiture. Contactée, la maire et présidente de la communauté d'agglomération n'a pas souhaité s'exprimer longuement sur le sujet. « La maire évoquera le sujet au moment opportun. Il y a un processus qui se déroule en ce moment au sein du parti. La procédure d'investiture n'est pas totalement terminée », explique son cabinet qui appuie sur le fait que la maire « a des sujets très importants et urgents pour le territoire et aujourd'hui, elle se concentre sur ça ». Pierre-Henri Dumont pourra-t-il compter sur le soutien des

élus calaisiens en juin prochain ? « Le résultat de l'investiture est définitif. Il n'a d'ailleurs pas fait de débat. Je prône le rassemblement. Il y avait deux élus, un choix a été fait et je vais travailler sur un programme commun avec tous les élus du territoire. J'ai confiance en mes partenaires et amis politiques de Calais. Nous allons travailler ensemble et, en cas de succès, je serai le relais de Natacha Bouchart pour tous les dossiers calaisiens. » 2 Cumul : première hypothèse En cas de succès, Pierre-Henri Dumont devra lâcher son mandat de maire. Comme le veut la loi. Mais il explique qu'il restera « le seul maître à bord de la commune ». Comment ? C'est simple... « Si la loi ne change pas, je démissionnerai de mon poste de maire. Mais je deviendrai conseiller municipal en gardant toutes les délégations. Rien ne changera. » Et qui portera l'écharpe ? « Ce ne sera pas ma mère, Véronique Dumont-De-seigne. Même si elle en a les compé-

tences, ce serait une faute politique majeure. Marck n'est pas une régence. Ce sera quelqu'un d'autre. » 3 Cumul : seconde hypothèse Selon le maire de Marck, un texte permettant à un maire d'être député (avec une taille de la commune à définir) « existe déjà au Sénat. Si nous sommes élus à la présidentielle de mai, on pourra l'appliquer ». Il ne cumulerait pas non plus les indemnités : « Je ne garderai que celle de député. Mon indemnité de maire sera reversée au CCAS ou au budget de la commune, selon les possibilités qu'offre la loi. » Et le poste de conseiller départemental ? « Je ne sais pas si je le conserverai, ce sera en fonction de mon emploi du temps », termine-t-il. (\*) La 7e circonscription regroupe le Calais et le canton de Marck-Audruicq. (\*\*) Philippe Mignonet n'a pas répondu à nos appels hier. ■



---

---

TROIS QUESTIONS À...

---

---

## « Je ne laisserai pas tomber... »

À la surprise générale, vous n'avez pas été investi par les Républicains dans la 6e circonscription alors que vous battez la campagne depuis 2012, pourquoi ? « J'ai été moi-même extrêmement surpris quand j'ai appris la décision de la commission et de la fédération du Pas-de-Calais. C'est humainement difficile à vivre car je travaille sur le terrain depuis 10 ans. Pour l'instant, ce qui m'importe c'est de rester le représentant de la droite et du centre. »

Qui a été choisi à votre place, un chasseur ? « Il paraît que c'est un chasseur (1). Il est apparu dans le paysage par hasard lors des Régionales. » Daniel Fasquelle, le patron des Républicains, a préféré mettre un chasseur inconnu à votre place ? « C'est votre analyse. » Les chasseurs auraient-ils du poids dans la circonscription de Daniel Fasquelle ? « J'ai lu les études de l'IFOP sur l'influence du vote chasseur. Elle est quasi-nulle à part dans la baie de Somme. » Votre

carrière politique est-elle terminée ? « Pour le moment, je suis en réflexion. Mais je ne laisserai pas tomber tous ceux qui se sont investis à mes côtés depuis des années. » Propos recueillis par Bertrand SPIERS (1) Jean-Michel Taccoen, vice-président de l'association de chasse maritime du Calaisis, a été élu conseiller régional sur la liste de Xavier Bertrand en 2016. ■





## Législatives 2017 : Daubresse et Gérard investis par Les Républicains

Par Julien Lécuyer  
lambertart@lavoixdunord.fr  
marcq - lambertart. Quasiment ju-  
meaux en âge (ils auront tous deux 63  
ans en août prochain), Marc-Philippe  
Daubresse, député-maire de Lamber-  
sart (4e circonscription), et Bernard  
Gérard, député-maire de Marcq-en-  
Barœul (9e), se relancent dans la ba-  
taille des législatives pour 2017.  
L'annonce en a été faite par Gérald  
Darmanin, président LR du Nord, qui  
a dévoilé les noms des investis pour  
les 16 circonscriptions du départe-  
ment. Selon un accord avec les cen-  
tristes, l'UDI ne proposera pas de  
nom face aux deux candidats sor-  
tants.

### L'option des sénatoriales abandonnée ?

Marc-Philippe Daubresse, député de-  
puis 2004, abandonnerait ainsi les  
vellétés de sénateur qu'on lui prêtait  
pour se relancer à l'Assemblée jus-  
qu'en 2022, date à laquelle il aura  
donc 68 ans. Cette option, si elle se  
confirme, aurait l'avantage du  
confort pour l'élu qui s'était imposé  
avec près de sept points d'avance sur  
sa rivale socialiste Hélène Parra il y  
a quatre ans. Cependant, le maire de  
Lambertart a pris l'habitude de se  
ménager des portes de sortie et pour-  
rait très bien, en fonction des résul-  
tats de la primaire de la droite et du  
centre, changer ses plans. Cette  
question ne s'est pas posée pour Ber-  
nard Gérard. Député depuis dix ans,

le maire de Marcq se prépare pour  
2017. Il faut, sans nul doute, voir sa  
prise de pouvoir sur la puissante  
force militante de la 9e circonscrip-  
tion (900 adhérents, la deuxième de  
France) au détriment de Denis Ton-  
nel, son ex-adjoint, dans ce contexte.  
Là aussi, les résultats de la précé-  
dente élection en 2012 plaident pour  
lui. Face au, il est vrai, modeste can-  
didat de l'alliance gauche-centre  
Jacques Mutez, Bernard Gérard avait  
engrangé 61,21% des suffrages. Si  
elles se confirmaient à l'issue des né-  
gociations avec les centristes, ces  
deux investitures ouvriraient un se-  
cond dossier : celui du non-cumul  
des mandats. En cas de victoire, les  
deux députés-maires devront laisser  
leur fauteuil municipal. Qui pour les  
remplacer ? La question doit les agi-  
ter d'ores et déjà. ■



---

## La médiatique Karine Charbonnier envoyée dans la 11e

**L**OMME. Parmi les candidats investis, on trouve dans la 11e Karine Charbonnier, désormais cartée LR. La toujours chef d'entreprise (elle dirige avec son mari le groupe Beck industrie, 650 salariés) est entrée en politique... sur un plateau de télévision sur TF1. Elle avait tenu tête à François Hollande en novembre 2014. Non cartée à l'époque, elle avait été repérée sur l'échiquier politique pour son franc-parler. En décembre 2015, elle figurait sur la liste de Xavier Bertrand. Pas pour faire de la figuration justement puisqu'en janvier, elle rejoignait

l'exécutif de la région des Hauts de France, avec la responsabilité de la formation et des relations avec les entreprises. C'est désormais à la députation qu'elle est candidate, adoubee par les Républicains. Elle a d'ailleurs pris sa carte. « C'est une question de cohérence. Je me suis impliquée dans le programme des régionales. » Cette investiture, elle n'aurait pas souhaité l'obtenir ailleurs que là où elle est impliquée car, dit-elle, « je suis très attachée à mon territoire ». De Thierry Pauchet (UDI), elle dit « c'est quelqu'un de grande valeur, je l'apprécie beau-

coup », mais estime qu'il est « trop tôt pour parler d'un ticket »... ni surtout de savoir qui serait délégué ou suppléant. Elle a accepté cette investiture parce qu'un profil comme le sien « existe encore très peu à l'Assemblée nationale ». Elle estime qu'en un an, « rien n'a changé dans ce pays, il faut réformer ». Et a visiblement envie d'y prendre sa part. Si elle a pris goût à la politique ? « La question ne se pose pas en ces termes. Je veux être utile, c'est tout. » D. T. ■



## LES ÉCHOS

### **ENCORE DES DÉPARTS À LA RÉGION ?**

Il y a quelques jours, sur Twitter, la première adjointe marcquoise et conseillère régionale (Les Républicains) Sophie Rocher a écrit : « *Assez drôle de voir à l'approche des législatives qu'à la Région, des vice-présidents déclarent leur candidature contrairement aux promesses.* » On lui avait alors demandé à qui elle pensait : « *Attendez les investitures et vous saurez !* », nous avait-elle répondu.

Maintenant que les investitures sont tombées (*lire page 16*), on sait que Sophie Rocher visait Karine Charbonnier, Sébastien Huyghe et Florence Bariseau, tous trois vice-présidents à la Région et investis pour les législatives. Dans un an, s'ils sont élus ou réélus à l'Assemblée, ils devront quitter leur poste à la Région en vertu de la loi sur le non-cumul. Ce qui, visiblement, a le don d'agacer l'élue marcquoise...

Ils ne seraient pourtant pas les premiers à en démissionner : on se souvient, quelques jours après l'élection de décembre, des départs retentissants d'Eric Woerth et de Marc-Philippe Daubresse.

## Jean-Pierre Bataille investi par LR, Bruno Ficheux attend le choix de l'UDI

**P**AR VIRGINIE DUBOIS  
hazebrouck@lavoixdunord.fr  
FLANDRE. Une première étape dans la course aux législatives vient d'être franchie, à droite, avec la désignation des candidats des Républicains. En Flandre, dans la 15e circonscription, c'est Jean-Pierre Bataille qui a été désigné, mardi, par la commission nationale des investitures. Pas vraiment une surprise, vu que le maire de Steenvoorde et conseiller régional était le seul candidat à la candidature dans le secteur. Rien n'est définitif. « Il devrait et nous souhaitons qu'il y ait un accord avec l'UDI, mais cela passe par un accord national », souligne Gérard Darmanin, vice-président LR des Hauts-de-France. Jean-Pierre Bataille, qui a déjà joué la dis-

sidence par le passé, assure qu'il se présentera dans tous les cas, en ces termes : « Je serai candidat de toute façon. J'estime que j'ai plus de légitimité que n'importe quel autre. Et Gérard Darmanin m'a dit qu'il ne lâcherait pas ma candidature sur la 15e. »

### Un autre candidat...

L'autre figure de droite qui pourrait intervenir dans ces législatives, c'est Bruno Ficheux. Il vient d'annoncer qu'il serait candidat à la candidature au sein de l'UDI, qui décidera des investitures « au plus tard sous dix jours », détaille celui qui est aussi membre du bureau du parti. Le maire d'Estaires ne veut pas s'avancer, dit qu'il « respectera le choix des ins-

tances du département du Nord au niveau de l'UDI. Le choix sera multiple, on pourra même en passer dans certaines circonscriptions par des primaires ». Bruno Ficheux se place au cœur d'une réflexion globale, affirme-t-il : « On parle au niveau national, c'est une circonscription sur 577! On est dans une réflexion pour porter nos idées, trouver la meilleure façon de le faire. » Le Flamand répète qu'il ira dans le sens du parti, point. Puis il y va de son petit tacle, lui aussi : « Contrairement à Jean-Pierre Bataille, je n'ai jamais été dissident car je n'ai jamais appartenu à un autre parti précédemment. » Et dire qu'en 2012, ces deux-là portaient en campagne ensemble. ■



---

## Législatives : déjà des noms chez Les Républicains

Ternois. Les élections législatives, c'est en 2017, mais chez Les Républicains, on est déjà en ordre de marche. La commission nationale d'investiture du parti s'est en effet réunie mercredi pour désigner les candidats dans le département. Pour la première circonscription, qui couvre les secteurs de Saint-Pol, Frévent, Auxi, Aubigny, Avesnes, etc., Michel Petit (notre photo) va repartir en campagne. Pas une surprise puisqu'en janvier dernier, lors de ses vœux, l'élu, déjà candidat en 2012

avec Claude Bachelet comme suppléant, avait annoncé sa volonté de repartir à la conquête de ce vaste territoire de 295 communes tenu par le socialiste Jean-Jacques Cotel. Autre nom qui n'est pas une surprise : celui de Daniel Fasquelle, dans la quatrième circonscription, dont dépendent notamment les communes de l'ex-canton du Parcq. Président des Républicains du Pas-de-Calais, Daniel Fasquelle sera donc candidat à sa propre succession au poste de député. Enfin, pour les secteurs

d'Anvin, Heuchin et Pernes, qui sont dans la sixième circonscription, le candidat des Républicains sera Jean-Michel Tacoen. Conseiller régional élu il y a quelques mois sur la liste de Xavier Bertrand, ce dernier est également vice-président de la fédération départementale des chasseurs. En 2012, la circonscription avait été gagnée par la socialiste Brigitte Bourguignon. AL. D. ■



## Législatives : le parti Les Républicains choisit Florence Bariseau pour la 2e

**P**AR STÉPHANE HUBIN  
villeneuve-  
dascq@lavoixdunord.fr Villeneuve-  
d'Ascq, Mons-en-Barœul. La poli-  
tique, cela peut s'apprendre vite.  
Pour Florence Bariseau, l'ascension  
s'est même faite très, très vite. De-  
puis sa première expérience en 2007  
comme suppléante de Caroline  
Boisard-Vannier aux législatives, la  
Villeneuvoise s'est imposée à la vi-  
tesse de la lumière sur l'échiquier po-  
litique de la droite métropolitaine.  
Élue conseillère régionale en 2010,  
de nouveau suppléante en 2012 aux  
législatives, tête de liste UMP aux  
municipales de 2014 à Villeneuve-  
d'Ascq face à Gérard Caudron, elle est  
aussi devenue en 2015 présidente du  
groupe de la droite métropolitaine à  
la MEL et est vice-présidente du

conseil régional en charge des sports  
depuis janvier. Une cinquante carte  
de visite pour la dynamique chef de  
file de l'opposition municipale ville-  
neuvoise qui l'autorise à partir à  
l'assaut de la 2e circonscription, cette  
fois en première ligne. Réunie mardi  
soir à Paris, la commission nationale  
des investitures des Républicains a  
tranché entre les trois candidats LR  
qui visaient l'adoubement. Ainsi,  
celle qui s'est battue en 2007 et 2012  
pour l'UMP sur la circonscription de-  
vra laisser sa place. L'Hellemmoise  
Caroline Boisard-Vannier atterrit sur  
la 1re circonscription pour laisser le  
champ libre à Florence Bariseau face,  
logiquement, à la députée PS sor-  
tante Audrey Linkenheld, qui avait  
succédé à Bernard Derosier en 2012  
avec un score très estimable de 64,7%

face à Caroline Boisard-Vannier... et  
sa suppléante Florence Bariseau.  
Pour la Villeneuvoise, le défi sera  
donc difficile dans ce bastion de la  
gauche « certes pas gagné, mais ga-  
gnable face à une gauche en décom-  
position et un FN sans solution. »  
Florence Bariseau, qui se dit « fière  
d'avoir été choisie par mon parti et  
déterminée », assure que son atout  
sera la proximité avec l'électorat. « Je  
suis de Villeneuve-d'Ascq, ville qui  
représente 46% des inscrits de la cir-  
conscription. Et je n'ai pas le même  
profil que Mme Linkenheld. Elle est  
Lilloise, technicienne. Je suis aussi  
technicienne mais proche des gens »,  
assène-t-elle. La campagne, c'est  
maintenant. ■



---

---

# POLITIQUE NATIONALE

---

---

## Les confidences de Juppé

Primaire à droite. Le favori de la compétition se veut combatif contre François Hollande et la gauche. Mais aussi contre son principal rival, Nicolas Sarkozy, dont il se méfie, et à qui, en privé, il adresse quelques piques.

**V**annes (Morbihan)  
De notre envoyé spécial

IL REPART DE VANNES en contemplant le ciel bleu de la Bretagne. « Et dire qu'il pleut à Paris », souffle hier matin Alain Juppé, sur la route qui l'emmène à l'aéroport. La perspective de retrouver la grisaille parisienne n'entame pas pour autant le moral du favori de la primaire à droite, qui préfère repenser au match des Bleus la veille : « Quelle rencontre ! Ils m'ont donné des palpitations cardiaques. Mais comme un c..., j'ai zappé après le premier but », confie le maire de Bordeaux (Gironde), qui n'a donc pas vu le second, marqué dans les arrêts de jeu par Dimitri Payet. Mais qu'à cela ne tienne : « Ne nous privons pas de ce genre de manifestations joyeuses et populaires. On en a bien besoin », lâche Juppé, après avoir pointé la veille, en meeting, la responsabilité du gouvernement et de François Hollande dans la crise sociale qui traverse le pays.

« Le désordre s'installe dans nos rues et dans nos villes. Il y a urgence à rétablir l'autorité de l'Etat », a-t-il taclé devant 900 supporters, en évoquant le drame de Magnanville (Yvelines). « Où sont les 5 000 policiers promis ? Où en sommes-nous sur les services du renseignement territorial ? » a-t-il ajouté. Au passage, il répond à ses détracteurs — au pre-

mier rang desquels Nicolas Sarkozy —, qui lui reprochent d'être « laxiste ». Et rappelle quelques-unes de ses propositions parues dans son livre « Pour un Etat fort » (Ed. Lattès), sorti en janvier. Bref, pas question de se laisser déborder sur sa droite pendant cette campagne interne. Et Juppé a beau dire qu'il n'a que « deux adversaires : le FN et le PS », on sent bien que le patron des Républicains occupe aussi ses pensées.

Devant des élus et des chefs d'entreprise de son comité de soutien qu'il retrouve mercredi midi dans une auberge bretonne, l'ancien Premier ministre donne d'ailleurs le ton des prochains mois : « C'est une compétition, pas une bagarre. Mais elle comportera des moments chauds, je m'y attends. Et je m'efforcerais de ne pas répondre aux provocations... même si parfois ça me démange », glisse-t-il, en repensant certainement aux attaques de François Baroin il y a dix jours, quand ce dernier a officialisé son soutien à Sarkozy. Le maire de Troyes (Aube) n'a jamais pardonné à Juppé de l'avoir écarté de son gouvernement en 1995. « Etre attaqué par des gens aigris qui ressassent des choses qui remontent à vingt ans, c'est plutôt sympathique pour moi. Cette haine recuite... c'est minable », persifle en petit comité le candidat à la primaire, conscient que son statut de favori fait de lui une cible de choix. « J'entends

parler de syndrome Balladur. Mais je ne suis pas Balladur et Sarkozy n'est pas Chirac ! poursuit-il en privé. Balladur en 1995, c'était seulement sa deuxième campagne électorale. Moi, j'ai un peu plus de batailles à mon compteur tout de même... »

De là à se voir déjà dans la peau du vainqueur en novembre ? « La victoire n'est pas acquise », souligne celui qui connaît depuis peu un tassement dans les sondages. « Et je ne sous-estime pas la puissance de mobilisation de Sarkozy. Je connais son énergie et la façon dont il utilise contre toute éthique les moyens du parti pour faire campagne. » Hier, la haute autorité de la primaire a d'ailleurs enjoint le patron des Républicains de clarifier sa situation. « Quand je l'entends dire qu'il n'est pas encore candidat, c'est juste une aimable plaisanterie ! Il y a là un vrai problème de morale », enfonce Juppé. ■

Vannes (Morbihan), hier. Alain Juppé, favori de la primaire, connaît un petit tassement dans les sondages. Mais il ne veut pas entendre parler de syndrome Balladur : « Je ne suis pas Balladur et Sarkozy n'est pas Chirac ! »  
(AFP/Loïc Venance.)

*par Olivier Beaumont*

@olivierbeaumont

